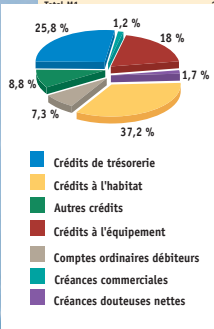




## Bulletin trimestriel

# Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
<b>M1</b>	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	186 008	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
<b>M2</b>	117 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
<b>M3</b>	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %	
-	368	760	368	392	106,6 %		
<b>M4</b>	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %	
173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %	



N° 145 - Statistiques au 31/12/2010

NOUVELLE-CALÉDONIE  
115 000 000



## Nouvelle-Calédonie

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- L'émission des signes monétaires ;**
- Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc.) ;
- La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, observatoire des tarifs bancaires, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer ;
- L'établissement de la **balance des paiements** de la Nouvelle-Calédonie, conjointement avec la Banque de France.

## Sommaire

<b>1. Synthèse</b>	<b>2</b>
<b>2. La masse monétaire et la circulation fiduciaire</b>	<b>6</b>
2.1 La masse monétaire	6
2.2 Les contreparties de la masse monétaire	6
2.3 La circulation fiduciaire	7
<b>3. Les actifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>8</b>
3.1 Les actifs par agent	8
Les avoirs des ménages	9
Les avoirs des sociétés	10
3.2 Les actifs par nature	11
<b>4. Les passifs financiers de la clientèle non financière</b>	<b>12</b>
4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit	12
L'endettement des ménages	13
L'endettement des entreprises	14
L'endettement des collectivités locales	15
4.2 Les passifs des établissements locaux	15
<b>5. Les engagements bancaires</b>	<b>17</b>
5.1. Les risques sectoriels	17
5.2. Les indicateurs de vulnérabilité	19
Les indicateurs globaux	19
Les indicateurs de vulnérabilité des ménages	19
Les indicateurs de vulnérabilité des entreprises	20
<b>6. Le financement des concours bancaires</b>	<b>22</b>
6.1 L'équilibre emplois - ressources	22
6.2 Le réescompte	22
<b>7. La monétique et les échanges de valeur</b>	<b>23</b>
7.1 La monétique	23
7.2 Les échanges de valeur	23
<b>8. Rappel des taux</b>	<b>24</b>
8.1 Les taux d'intérêt légal	24
8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM	24
8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire	24
8.4 Les taux de l'usure	25
8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit	26
<b>Annexe : Méthodologie</b>	<b>27</b>

## 1. Synthèse

### *Un contexte économique et financier mondial qui tend à se redresser progressivement*

La reprise économique mondiale continue de progresser mais demeure inégale, modérée en Europe et aux Etats-Unis, alors que des risques de surchauffe se développent dans les économies émergentes.

Révisée à la baisse, la croissance américaine affiche une progression de 2,8 % sur le quatrième trimestre 2010, marquée par un taux de chômage toujours élevé (8,9 % à fin février) et des indicateurs économiques qui s'améliorent lentement.

Dans la zone euro, le PIB connaît une évolution modérée (+0,3 % au dernier trimestre) et demeure fragilisé par la crise de la dette souveraine. De nouvelles tensions sont apparues sur les marchés obligataires à la suite de la dégradation de la notation de l'Espagne et de la Grèce par une agence de notation financière. Toutefois, la crise semble s'atténuer depuis l'adoption d'un Pacte pour l'euro visant à aider les pays de l'Union européenne en difficulté (renforcement du fond européen de stabilisation à 440 milliards d'euros). L'euro s'est nettement redressé par rapport au troisième trimestre 2010 et s'échangeait à plus de 1,38 dollar sur le début du mois de mars 2011.

En Asie, la situation économique du Japon est particulièrement préoccupante après le séisme, le tsunami et l'accident nucléaire qui ont dévasté la côte pacifique au nord de Tokyo. La Banque centrale a injecté 15 000 milliards de yens (soit 131,6 milliards d'euros) dans treize banques des régions sinistrées. Enfin, dans un contexte de surchauffe économique ces dernières années, la Chine s'est fixée un objectif de croissance plus raisonnable (7 % en moyenne par an) et plus qualitatif (réduction des inégalités) pour les cinq ans à venir.

La reprise économique mondiale et un contexte géopolitique particulièrement tendu dans les pays arabes ont conduit à une envolée des cours des matières premières et des prix alimentaires. Ainsi, le baril de pétrole a atteint un niveau record en dépassant la barre des 100 dollars à la fin du mois de février 2011. Les tensions inflationnistes s'accroissent dans la plupart des économies mondiales et risquent de peser sur la reprise actuelle. Cela notamment vient d'inciter la BCE à relever son principal taux directeur de 25 points de base à compter du 13 avril 2011, à 1,25 %, alors que la FED maintient le sien dans une fourchette historiquement basse, comprise entre 0 % et 0,25 %.

Dans ce contexte économique, la plupart des grandes banques internationales ont affiché des résultats en redressement pour l'année 2010, en partie liée à la baisse significative du coût du risque. Les cinq premières banques françaises ont ainsi cumulé 21 milliards d'euros de profit. Toutefois, les prochaines normes réglementaires (Bâle III<sup>1</sup>) vont poser de nouvelles contraintes aux banques internationales, tant du point de vue de la solvabilité que de la liquidité, qui pourraient à court terme affecter leur rentabilité.

### *Une économie calédonienne qui est demeurée bien orientée en 2010*

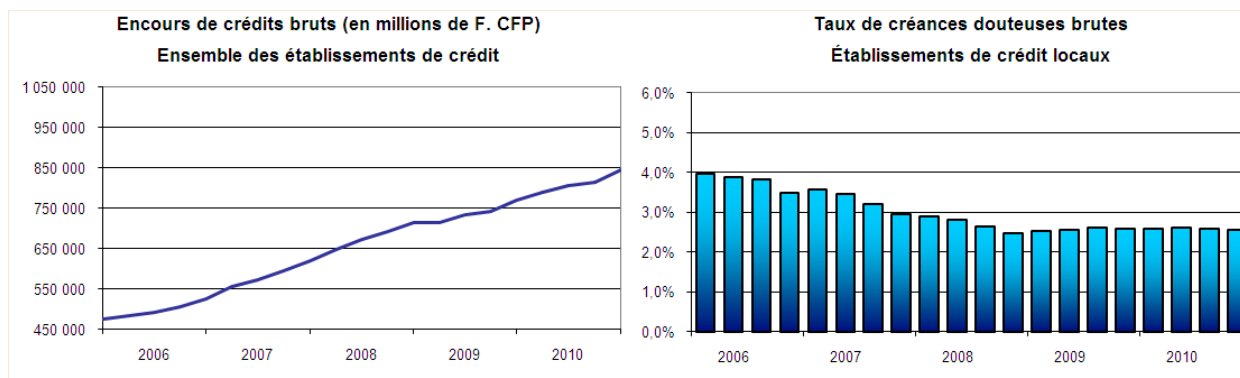
Comme en 2009, l'économie **calédonienne** est restée bien orientée, profitant de la reprise vigoureuse de la demande dans les pays émergents – se traduisant notamment par un niveau élevé des cours du nickel- et d'une demande intérieure soutenue du fait non seulement des grands travaux en cours mais aussi d'une consommation et d'un investissement dynamiques des ménages. En décalage avec ces orientations favorables, l'année 2010 se caractérise également par la détérioration de la confiance des chefs d'entreprise. Ce phénomène traduirait le manque de visibilité à moyen terme des entrepreneurs qui s'explique notamment par l'approche des prochaines grandes échéances institutionnelles, la réforme de la défiscalisation, la hausse à venir des charges d'exploitation et les difficultés financières annoncées de certaines collectivités locales. Les tensions à la hausse des prix restent par ailleurs élevées en Nouvelle-Calédonie.

<sup>1</sup> Transposition en droit national d'ici le 1er janvier 2013.

## Conjoncture financière et bancaire

*Une activité bancaire qui s'accélère et un niveau de risque qui reste stable, à un niveau très satisfaisant*

L'activité de l'ensemble des établissements de crédit intervenant en Nouvelle-Calédonie reste dynamique sur le trimestre sous revue. L'encours de crédits augmente ainsi de 3,9 % tandis que le volume d'actifs financiers collectés progresse de 3,0 %. Au final, les rythmes de croissance observés s'accroissent en 2010. Le marché du crédit croît ainsi de 9,6 % sur l'année, après une croissance de 7,8 % en 2009. De même, la collecte des dépôts enregistre une hausse 11,2 % après une progression de 9,2 % en 2009. En termes de risques, la qualité du portefeuille clientèle des établissements de crédit locaux se maintient avec un taux de créances douteuses brutes qui reste faible, à 2,5 % (-0,1 point sur l'année).

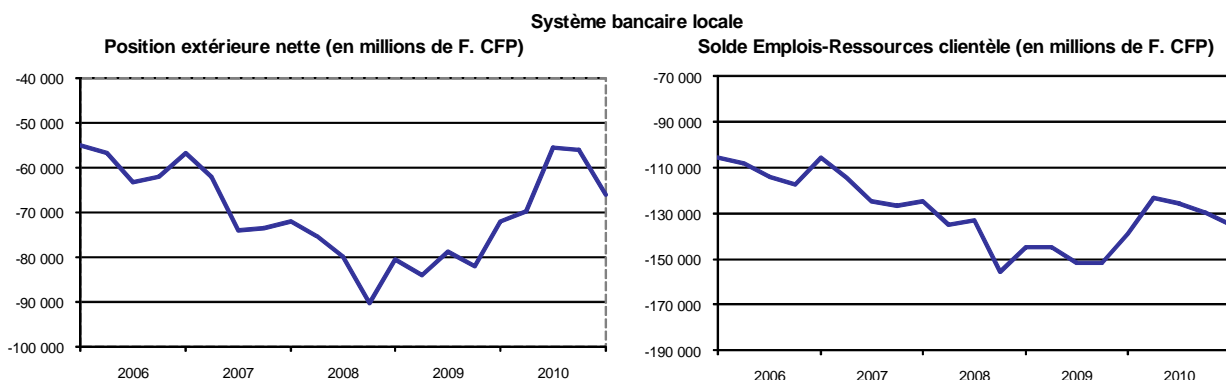


*Forte progression de la masse monétaire et amélioration du déficit emplois/ressources des établissements financiers locaux.*

La croissance de M3 s'accroît pour atteindre +11,6 % sur l'année 2010, après +9,5 % l'année précédente. Cette évolution est particulièrement sensible au niveau des dépôts à vue (+14,5 % contre +9 % en 2009) et des comptes à termes (+13,2 % après +6,1 % en 2009) et concerne notamment les entreprises.

Cette accélération de la progression de la masse monétaire traduit notamment la bonne orientation de l'activité économique du territoire en 2010.

Le système bancaire local, en quête structurelle de ressources clientèles, a globalement profité de cet accroissement de liquidités. Ainsi, son activité de collecte ressortant plus dynamique que son activité de crédit (+12 % pour les dépôts collectés -hors épargne collectée localement mais gérée hors de la zone d'émission- contre +8,5 % pour les crédits), le système bancaire local affiche une amélioration de son solde emplois-ressources clientèle, comme de sa position extérieure nette (différence entre les avoirs et les engagements situés hors de la zone d'émission). Le solde de cette dernière, structurellement négatif en Nouvelle-Calédonie, se réduit de 8,3 %, à -66 milliards de F CFP au 31 décembre 2010 contre -72 milliards au 31 décembre 2009.





### *Un marché à plusieurs vitesses dans lequel le crédit-bail peine à redémarrer*

Dans le détail, la situation du système bancaire doit être cependant nuancée.

Les établissements situés hors zone d'émission bénéficient du dynamisme de la demande de financement des opérateurs sociaux et des collectivités locales. Leur encours progresse ainsi de 12,8 % sur l'année.

Dans une moindre mesure, les établissements de crédit locaux affichent également une progression soutenue de leur encours en 2010 (+8,5 %). Leur activité a notamment profité de l'accélération de la demande des ménages, notamment en termes de crédits immobiliers (+10,4 % après +8,1 % l'année précédente). A l'opposé, la demande globale de financement des entreprises marque légèrement le pas (+5,2 % contre +5,8 % à fin 2009). Dans le détail, le besoin de financement des entreprises en matière d'investissement s'intensifie (+8,5 % sur l'année après +7,3 % en 2009) tandis les besoins de financement du cycle d'exploitation s'inscrit en recul (-2,5 %).

Il faut également noter la baisse de la demande de financement par crédit-bail (-2 % sur 2010). Cette baisse concerne essentiellement la clientèle ménages (-4,5 %) alors que le marché entreprise progresse légèrement (+1,1 %).

### *L'endettement bancaire des entreprises demeure porté par le logement social*

Pour l'ensemble des établissements de crédit, la croissance de l'encours de crédit des entreprises s'est ralenti en 2010 mais demeure dynamique (+6,3 % après 10,2 % en 2009). Cette croissance reste portée le logement social et profite plus particulièrement aux établissements de crédit situés hors zone d'émission.

L'endettement des entreprises en matière d'investissement marque le pas par rapport à l'année précédente (+3,7 % contre +6 % 2009). À l'inverse, la demande de financement des besoins d'exploitation se stabilise (+1 %, après avoir reculé de 2,7 % l'année précédente).

Au plan sectoriel, les services expliquent l'essentiel de la hausse de l'endettement des entreprises en 2010. Ces derniers, qui représentent presque la moitié des engagements en faveur des professionnels, affichent en effet une hausse de leurs encours de 10,7 % sur l'année. Dans le détail, l'accroissement de la demande de financement du secteur repose pour une part importante sur les activités de services liées à l'immobilier ainsi que sur les SCI créées dans le cadre d'opérations de défiscalisation. Les concours bancaires du secteur du BTP (15 % des engagements des professionnels) augmentent de 3 % en 2010. L'endettement du secteur du commerce (13 % des engagements en faveur des professionnels) progresse, pour sa part, de 4,4 %. Le secteur de l'agriculture présente un repli de son besoin de financement sur la période (-3 %).

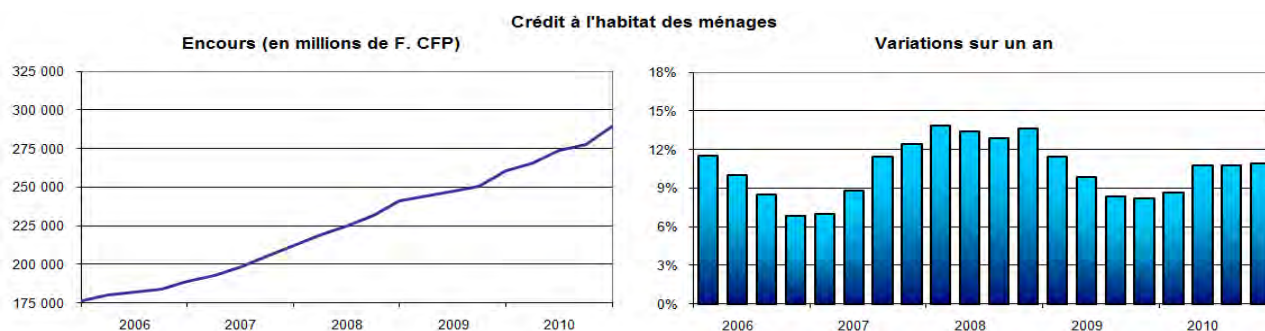
La moindre progression de l'endettement des entreprises s'accompagne, en parallèle, d'une forte hausse de leurs actifs, notamment en matière de placements en comptes à terme (+ 20 milliards de F CFP en 2010, soit +32,1 %).

## Des ménages qui continuent d'investir dans l'habitat

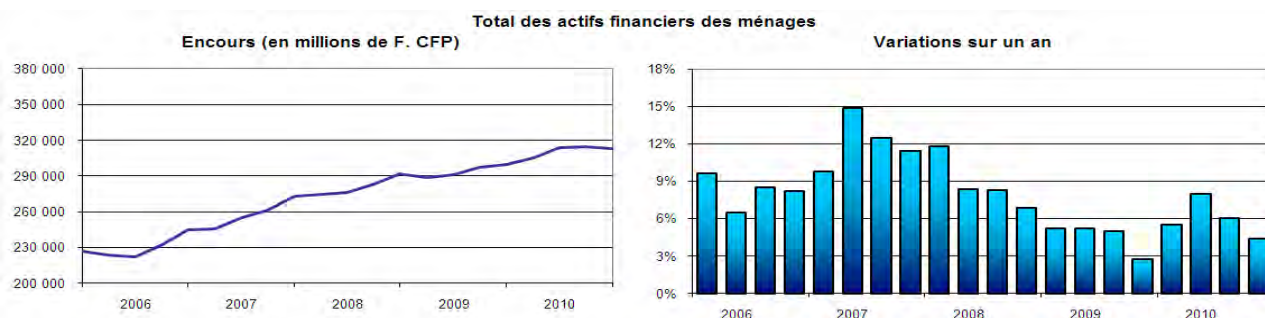
Le rythme de progression de l'endettement des ménages s'accélère en 2010 : +9,6 % après +7,4 % en 2009.

Cette évolution est tout d'abord le reflet d'un investissement immobilier des ménages dynamique en 2010. L'encours des crédits à l'habitat des ménages progresse en effet de 10,9 % sur l'année, après une hausse de 8,2 % en 2009. Cette progression est le résultat d'une hausse de 22 % en volume des octrois de crédits à l'habitat en faveur des ménages. Cette situation est, pour partie, liée à la baisse des taux des prêts immobiliers. L'enquête semestrielle sur le coût du crédit fait à ce titre ressortir un recul du taux moyen pondéré des crédits immobiliers aux particuliers de 0,4 point sur un an (4,6 % pour l'enquête de janvier et février 2011 contre 5 % lors de l'enquête de janvier et février 2010).

Parallèlement, la croissance des crédits liés à la consommation des ménages s'accélère également, en lien avec une consommation des ménages plus dynamique. Sur les douze mois de l'année, la progression des encours bancaires de consommation des ménages ressort à 5,1 % après une hausse de 3,7 % en 2009. A l'inverse, l'encours de crédit-bail s'affiche toujours en repli (-4,5 % en glissement annuel), et ce malgré la reprise observée sur le marché automobile.



Les actifs financiers des ménages progressent de 4,4% en 2010. Dans le détail, on observe un fort accroissement des liquidités -dépôts à vue- des ménages sur l'année (+19,4 %) alors que, dans le même temps, le volume de l'ensemble de leur épargne connaît un léger recul (-0,9 %). Cette évolution est en phase avec le niveau historiquement bas des taux de référence du marché monétaire qui rendent moins attractifs la rémunération des différentes catégories de placement. A noter, malgré tout, que les conditions offertes sur la place en matière de comptes sur livrets et de comptes à terme sont restées généralement plus favorables qu'en métropole. Cette situation tient à la concurrence entre les banques locales pour « capter » de la ressource, dans un contexte de fort déficit de la place en la matière (même si la situation s'est améliorée en 2010 - voir supra). Parmi les différentes catégories de placements, le volume des placements liquides ou à court terme marque un net repli sur douze mois (-7,1 %) tandis que, dans le même temps, les placements à long terme (essentiellement sous forme de contrats d'assurance-vie) progressent sensiblement (+8,5 %).

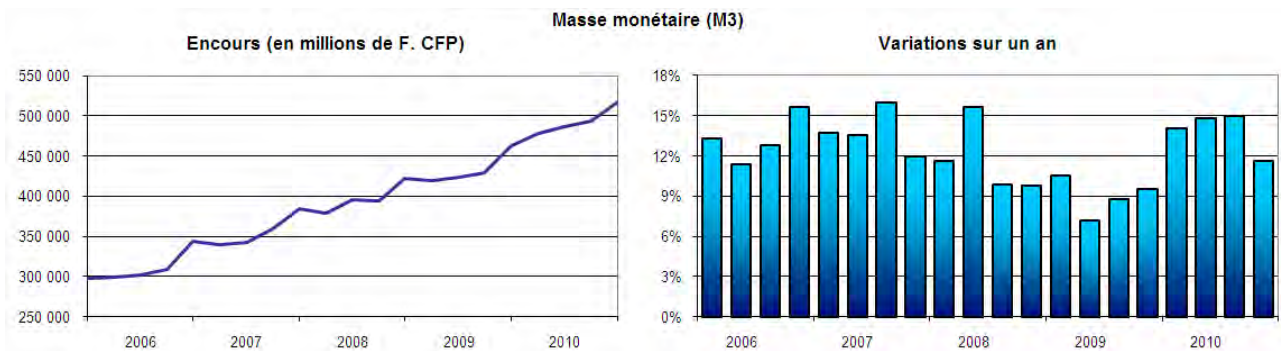


# Conjoncture financière et bancaire

## 2. La masse monétaire et ses contreparties

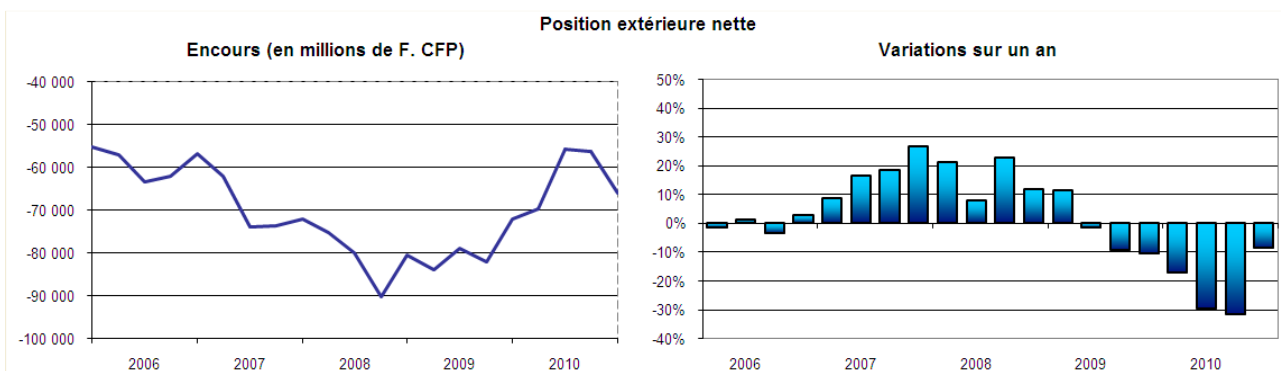
### 2.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>Circulation fiduciaire</b>	11 504	12 517	12 846	13 626	14 106	13 024	13 269	13 562	14 666	8,1%	4,0%
<i>Billets</i>	10 273	11 225	11 461	12 159	12 555	11 483	11 710	11 997	13 068	8,9%	4,1%
<i>Pièces</i>	1 231	1 292	1 385	1 467	1 551	1 541	1 559	1 565	1 598	2,1%	3,0%
Dépôts à vue	146 026	177 762	188 185	196 491	214 179	202 357	208 639	218 389	245 223	12,3%	14,5%
<b>TOTAL M1</b>	<b>167 530</b>	<b>190 279</b>	<b>201 031</b>	<b>210 117</b>	<b>228 285</b>	<b>215 381</b>	<b>221 908</b>	<b>231 951</b>	<b>259 889</b>	<b>12,0%</b>	<b>13,8%</b>
<b>M2-M1</b>	<b>63 336</b>	<b>65 726</b>	<b>68 408</b>	<b>75 850</b>	<b>89 902</b>	<b>91 254</b>	<b>91 495</b>	<b>90 542</b>	<b>93 205</b>	<b>2,9%</b>	<b>3,7%</b>
Comptes sur livrets	62 560	64 894	67 658	75 157	89 203	90 553	90 813	89 864	92 529	3,0%	3,7%
Comptes épargne logement	776	832	750	693	699	701	682	678	676	-0,3%	-3,3%
<b>TOTAL M2</b>	<b>220 866</b>	<b>256 005</b>	<b>269 439</b>	<b>285 967</b>	<b>318 187</b>	<b>306 635</b>	<b>313 403</b>	<b>322 493</b>	<b>353 094</b>	<b>9,5%</b>	<b>11,0%</b>
<b>M3-M2</b>	<b>76 523</b>	<b>88 031</b>	<b>115 615</b>	<b>136 777</b>	<b>144 889</b>	<b>171 044</b>	<b>173 423</b>	<b>170 876</b>	<b>163 887</b>	<b>-4,1%</b>	<b>13,1%</b>
Dépôts à terme	75 697	87 247	114 982	136 236	144 604	170 875	173 264	170 717	163 732	-4,1%	13,2%
Bons de caisse	826	784	633	541	285	169	159	159	155	-2,5%	-45,6%
<b>Total M3</b>	<b>297 389</b>	<b>344 036</b>	<b>385 054</b>	<b>422 744</b>	<b>463 076</b>	<b>477 679</b>	<b>486 826</b>	<b>493 369</b>	<b>516 981</b>	<b>4,8%</b>	<b>11,6%</b>
<b>P1</b>	<b>5 656</b>	<b>5 969</b>	<b>5 102</b>	<b>4 303</b>	<b>4 189</b>	<b>4 135</b>	<b>4 132</b>	<b>4 022</b>	<b>4 004</b>	<b>-0,4%</b>	<b>-4,4%</b>
Plans d'épargne logement	5 618	5 929	5 053	4 245	4 128	4 079	4 056	3 952	3 935	-0,4%	-4,7%
Autres compte d'épargne à régime spécial	38	40	49	58	61	56	76	70	69	-1,4%	13,1%
<b>M3+P1</b>	<b>303 045</b>	<b>350 005</b>	<b>390 156</b>	<b>427 047</b>	<b>467 265</b>	<b>481 814</b>	<b>490 958</b>	<b>497 391</b>	<b>520 985</b>	<b>4,7%</b>	<b>11,5%</b>



### 2.2 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>Avoirs hors zone d'émission</b>	<b>87 963</b>	<b>94 440</b>	<b>101 603</b>	<b>97 962</b>	<b>110 799</b>	<b>108 398</b>	<b>121 723</b>	<b>113 605</b>	<b>105 851</b>	<b>-6,8%</b>	<b>-4,5%</b>
Institut d'émission	19 116	24 770	27 621	25 795	35 886	34 760	37 528	34 035	35 454	4,2%	-1,2%
Etablissements de crédit	68 847	69 670	73 882	72 167	74 913	73 638	84 195	79 570	70 397	-11,5%	-6,0%
<b>Créances du Trésor public</b>	<b>11 642</b>	<b>12 884</b>	<b>14 304</b>	<b>16 070</b>	<b>16 154</b>	<b>16 414</b>	<b>16 607</b>	<b>16 080</b>	<b>17 077</b>	<b>6,2%</b>	<b>5,7%</b>
<b>Concours sur ressources monétaires</b>	<b>197 784</b>	<b>236 712</b>	<b>269 247</b>	<b>308 712</b>	<b>336 123</b>	<b>352 867</b>	<b>348 496</b>	<b>363 684</b>	<b>394 053</b>	<b>8,4%</b>	<b>17,2%</b>
Concours de caractère bancaire des EC locaux	382 038	426 551	482 439	537 186	569 122	570 199	581 133	591 482	617 829	4,5%	8,6%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	184 254	189 839	213 192	228 474	232 999	217 332	232 637	227 798	223 776	-1,8%	-4,0%
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	35 958	39 721	44 306	47 522	50 094	50 223	52 013	52 165	50 461	-3,3%	0,7%
Provisions sur créances douteuses	10 007	9 929	9 943	9 627	10 390	10 614	10 592	10 609	10 826	2,0%	4,2%
Engagements hors zone d'émission	123 914	126 375	145 815	152 590	146 929	143 353	139 770	135 658	136 457	0,6%	-7,1%
Epargne contractuelle	5 656	5 969	5 102	4 303	4 189	4 135	4 132	4 021	4 004	-0,4%	-4,4%
Divers	8 719	7 845	8 026	14 432	21 397	9 007	26 130	25 345	22 028	-13,1%	2,9%
<b>Total M3</b>	<b>297 389</b>	<b>344 036</b>	<b>385 054</b>	<b>422 744</b>	<b>463 076</b>	<b>477 679</b>	<b>486 826</b>	<b>493 369</b>	<b>516 981</b>	<b>4,8%</b>	<b>11,6%</b>
<b>Position extérieure nette</b>	<b>-55 067</b>	<b>-56 705</b>	<b>-71 933</b>	<b>-80 423</b>	<b>-72 016</b>	<b>-69 715</b>	<b>-55 575</b>	<b>-56 088</b>	<b>-66 060</b>	<b>17,8%</b>	<b>-8,3%</b>

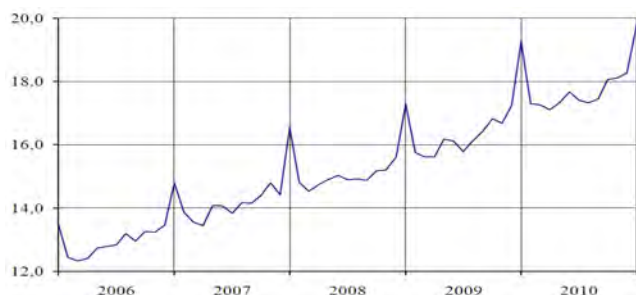




## 2.3 La circulation fiduciaire

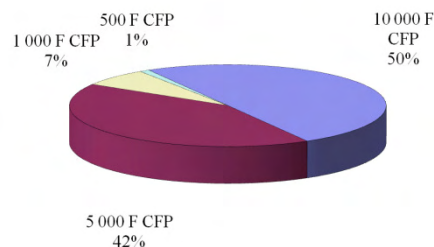
### Evolution mensuelle de l'émission nette de billets en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de billets CFP à fin décembre 2010



Source : IEOM

Emissions de billets	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>3 788 421</b>	<b>4 055 647</b>	<b>4 351 857</b>	<b>4 403 272</b>	<b>4 771 924</b>	<b>4 088 037</b>	<b>4 117 007</b>	<b>4 305 485</b>	<b>4 725 277</b>	<b>9,8%</b>	<b>-1,0%</b>
10 000 F CFP	589 185	649 091	735 791	809 158	939 254	860 123	877 061	899 524	982 808	9,3%	4,6%
5 000 F CFP	1 213 078	1 337 874	1 501 818	1 507 125	1 614 895	1 419 079	1 444 614	1 512 474	1 667 236	10,2%	3,2%
1 000 F CFP	1 073 001	1 148 253	1 242 714	1 222 067	1 368 756	1 010 254	1 027 125	1 127 546	1 303 506	15,6%	-4,8%
500 F CFP	913 157	920 429	871 534	864 922	849 019	798 581	768 207	765 941	771 727	0,8%	-9,1%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>13 487</b>	<b>14 789</b>	<b>16 546</b>	<b>17 282</b>	<b>19 260</b>	<b>17 106</b>	<b>17 405</b>	<b>18 068</b>	<b>19 854</b>	<b>9,9%</b>	<b>3,1%</b>
10 000 F CFP	5 892	6 491	7 358	8 092	9 393	8 601	8 771	8 995	9 828	9,3%	4,6%
5 000 F CFP	6 065	6 689	7 509	7 536	8 075	7 095	7 223	7 562	8 336	10,2%	3,2%
1 000 F CFP	1 073	1 148	1 243	1 222	1 369	1 010	1 027	1 128	1 304	15,6%	-4,8%
500 F CFP	457	460	436	433	425	399	384	383	386	0,8%	-9,1%

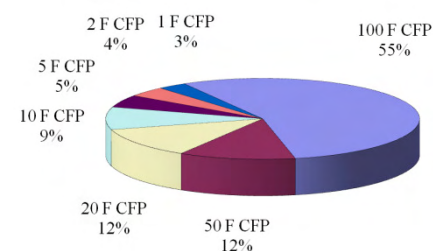
### Evolution mensuelle de l'émission nette de pièces en valeur

(en milliards de F CFP)



Source : IEOM

### Répartition par coupure en valeur de l'émission nette de pièces CFP à fin décembre 2010



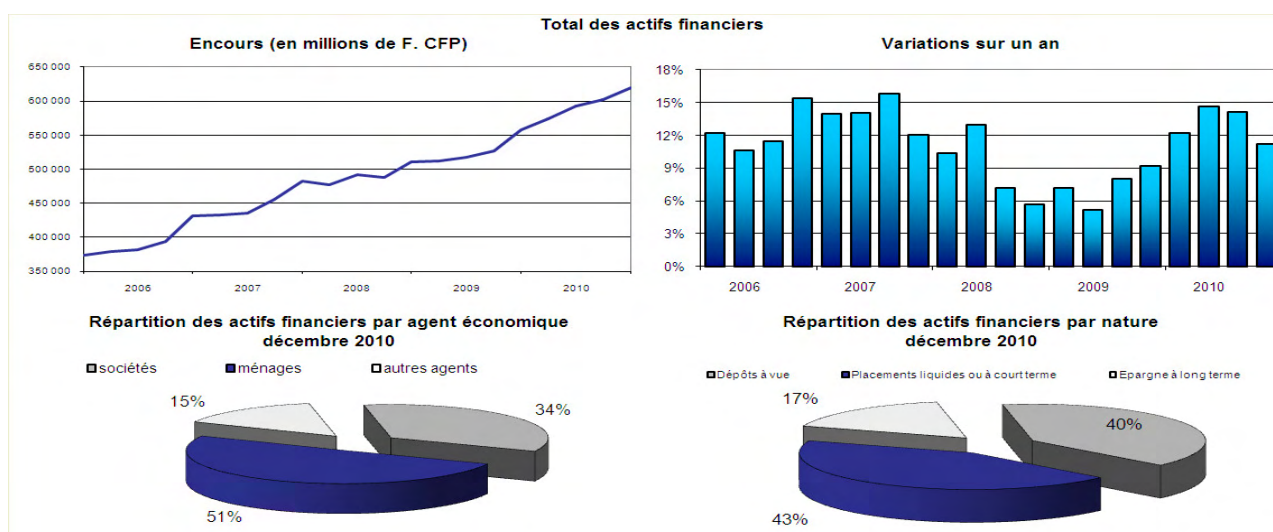
Source : IEOM

Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>94 200 663</b>	<b>98 917 590</b>	<b>104 539 836</b>	<b>110 640 701</b>	<b>116 437 433</b>	<b>117 165 981</b>	<b>118 473 993</b>	<b>119 693 767</b>	<b>121 895 525</b>	<b>1,8%</b>	<b>4,7%</b>
100 F CFP	6 994 320	7 327 385	7 938 841	8 378 492	8 838 357	8 642 645	8 720 700	8 645 227	8 806 333	1,9%	-0,4%
50 F CFP	2 953 282	3 093 093	3 257 982	3 440 760	3 625 933	3 557 952	3 620 487	3 742 068	3 857 768	3,1%	6,4%
20 F CFP	7 167 381	7 529 363	7 974 330	8 537 805	9 092 135	9 112 907	9 273 558	9 411 756	9 674 113	2,8%	6,4%
10 F CFP	10 270 149	10 818 837	11 479 900	12 307 884	13 056 290	13 229 810	13 432 857	13 612 250	13 925 134	2,3%	6,7%
5 F CFP	11 828 033	12 649 908	13 461 161	14 473 084	15 629 234	15 843 650	16 049 283	16 309 179	16 650 982	2,1%	6,5%
2 F CFP	23 542 956	24 612 881	26 045 406	27 443 451	28 672 571	28 967 588	29 253 644	29 542 995	29 983 196	1,5%	4,6%
1 F CFP	31 444 542	32 886 123	34 382 216	36 059 225	37 522 913	37 811 429	38 123 464	38 430 292	38 997 999	1,5%	3,9%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>1 231</b>	<b>1 292</b>	<b>1 385</b>	<b>1 467</b>	<b>1 550</b>	<b>1 532</b>	<b>1 550</b>	<b>1 555</b>	<b>1 589</b>	<b>2,2%</b>	<b>2,5%</b>
100 F CFP	699	733	794	838	884	864	872	865	881	1,9%	-0,4%
50 F CFP	148	155	163	172	181	178	181	187	193	3,1%	6,4%
20 F CFP	143	151	160	171	182	182	186	188	194	2,8%	6,4%
10 F CFP	103	108	115	123	131	132	134	136	139	2,4%	6,7%
5 F CFP	59	63	67	72	78	79	80	82	83	2,2%	6,7%
2 F CFP	47	49	52	55	57	58	59	59	60	1,5%	4,7%
1 F CFP	31	33	34	36	38	38	38	38	39	1,6%	4,0%

## 3. Les actifs financiers de la clientèle non financière

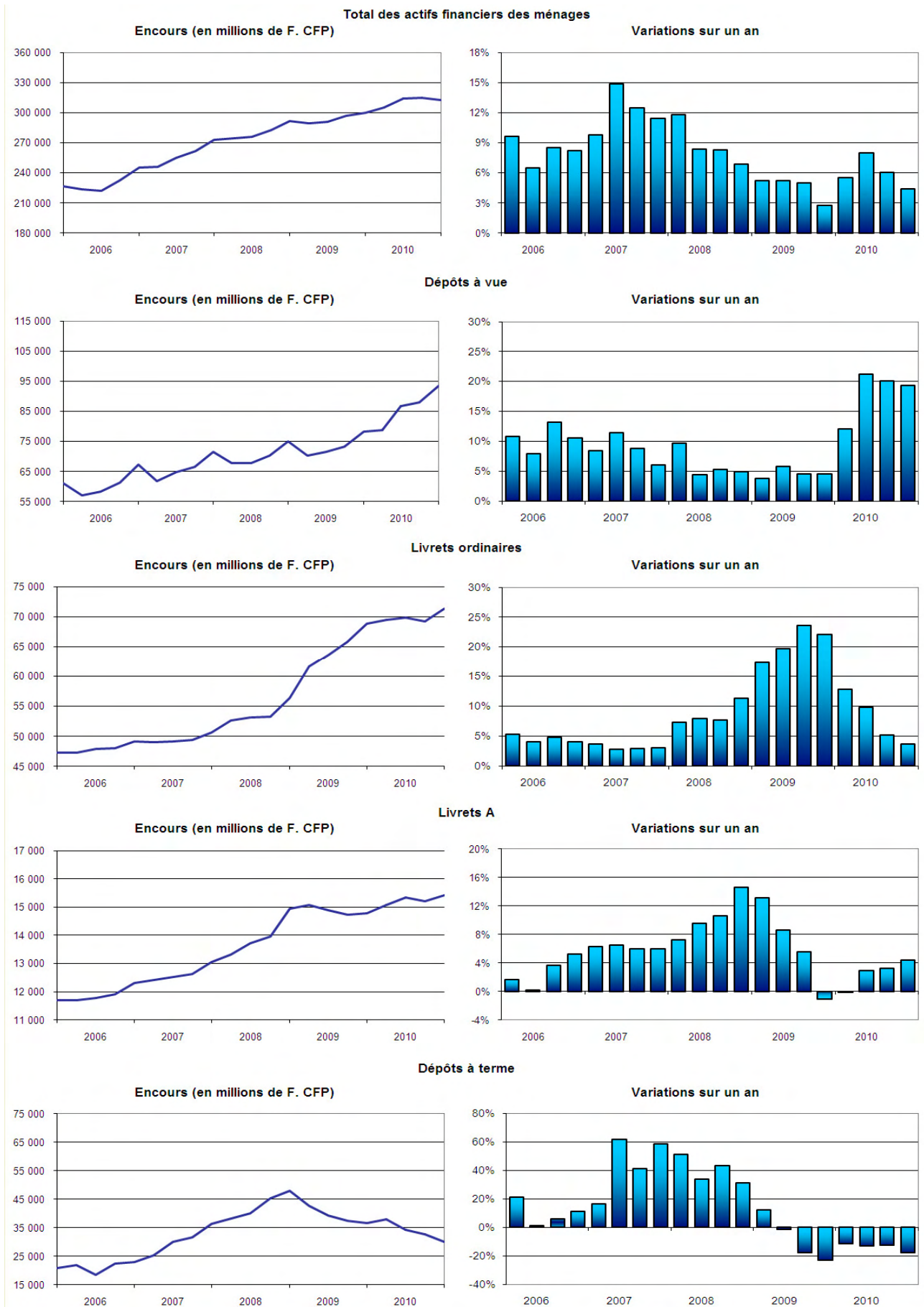
### 3.1 Les actifs par agent

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>Sociétés</b>	106 275	136 863	155 149	157 891	187 129	182 303	191 810	195 258	213 520	9,4%	14,1%
<b>Dépôts à vue</b>	68 591	89 121	97 209	101 369	116 942	93 756	99 607	103 739	122 825	18,4%	5,0%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	36 096	45 387	54 601	55 529	69 094	87 452	90 807	90 116	89 163	-1,1%	29,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	761	275	259	261	563	601	460	470	558	18,7%	-0,9%
Placements indexés sur les taux du marché	35 335	45 112	54 342	55 268	68 531	86 851	90 347	89 646	88 605	-1,2%	29,3%
<i>dont comptes à terme</i>	33 801	40 449	47 909	52 067	62 069	81 434	85 080	84 466	82 008	-2,9%	32,1%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	1 534	4 663	6 433	3 201	6 462	5 417	5 267	5 180	6 597	27,4%	2,1%
<b>Placements à long terme</b>	1 588	2 355	3 339	993	1 093	1 095	1 396	1 403	1 532	9,2%	40,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	1 409	2 343	2 060	992	1 081	1 081	1 340	1 348	1 492	10,7%	38,0%
<b>Ménages</b>	226 527	245 171	273 080	291 709	299 753	304 912	313 873	314 904	312 803	-0,7%	4,4%
<b>Dépôts à vue</b>	60 923	67 370	71 436	74 900	78 287	78 684	86 744	88 053	93 438	6,1%	19,4%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	95 421	99 734	117 662	135 038	133 842	135 515	132 063	129 513	124 287	-4,0%	-7,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	59 894	62 556	64 704	72 269	84 567	85 827	86 121	85 360	87 730	2,8%	3,7%
<i>Livrets ordinaires</i>	47 237	49 155	50 645	56 339	68 769	69 513	69 783	69 156	71 278	3,1%	3,6%
<i>Livrets A et bleus</i>	11 701	12 318	13 047	14 946	14 779	15 067	15 330	15 207	15 431	1,5%	4,4%
<i>Livrets jeunes</i>	188	253	265	294	322	546	327	319	345	8,2%	7,1%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	768	830	747	690	697	701	682	678	676	-0,3%	-3,0%
Placements indexés sur les taux du marché	35 527	37 178	52 958	62 769	49 275	49 688	45 942	44 153	36 557	-17,2%	-25,8%
<i>dont comptes à terme</i>	20 713	23 006	36 489	47 914	36 732	37 917	34 244	32 587	30 134	-7,5%	-18,0%
<i>dont bons de caisse</i>	826	784	633	541	285	169	159	159	155	-2,5%	-45,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	13 989	13 389	15 836	14 314	12 258	11 603	11 539	11 407	6 268	-45,1%	-48,9%
<b>Placements à long terme</b>	70 183	78 067	83 982	81 771	87 624	90 713	95 066	97 338	95 078	-2,3%	8,5%
<i>Plans d'épargne logement</i>	5 602	5 892	5 018	4 239	4 125	4 076	4 053	3 949	3 932	-0,4%	-4,7%
<i>Autres comptes d'épargne</i>	37	40	49	56	61	56	76	70	69	-1,4%	13,1%
<i>Portefeuille-titres</i>	3 560	4 482	4 575	2 627	4 342	4 574	4 219	4 451	4 537	1,9%	4,5%
<i>OPCVM non monétaires</i>	7 803	6 317	4 408	2 411	2 688	2 899	2 723	2 933	2 936	0,1%	9,2%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	53 181	61 336	69 932	72 438	76 408	79 108	83 995	85 935	83 604	-2,7%	9,4%
<b>Autres agents</b>	40 510	48 856	54 550	60 604	70 332	87 090	87 565	91 595	93 495	2,1%	32,9%
<b>Dépôts à vue</b>	16 512	21 271	19 540	20 222	18 949	29 917	22 289	26 597	28 961	8,9%	52,8%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	23 925	26 710	34 052	39 621	50 621	56 396	58 901	58 422	56 553	-3,2%	11,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	2 681	2 895	3 445	3 320	4 772	4 826	4 915	4 711	4 916	4,4%	3,0%
Placements indexés sur les taux du marché	21 244	23 815	30 607	36 301	45 849	51 570	53 986	53 711	51 637	-3,9%	12,6%
<i>dont comptes à terme</i>	21 183	23 792	30 585	36 255	45 804	51 524	53 940	53 664	51 590	-3,9%	12,6%
<b>Placements à long terme</b>	73	875	958	761	762	777	6 375	6 576	7 981	21,4%	947,4%
<b>TOTAL</b>	373 312	430 890	482 779	510 204	557 214	574 305	593 248	601 757	619 818	3,0%	11,2%
<b>Dépôts à vue</b>	146 026	177 762	188 185	196 491	214 178	202 357	208 640	218 389	245 224	12,3%	14,5%
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	155 442	171 831	206 315	230 188	253 557	279 363	281 771	278 051	270 003	-2,9%	6,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	63 336	65 726	68 408	75 850	89 902	91 254	91 496	90 541	93 204	2,9%	3,7%
Placements indexés sur les taux du marché	92 106	106 105	137 907	154 338	163 655	188 109	190 275	187 510	176 799	-5,7%	8,0%
<b>Placements à long terme</b>	71 844	81 297	88 279	83 525	89 479	92 585	102 837	105 317	104 591	-0,7%	16,9%



# Conjoncture financière et bancaire

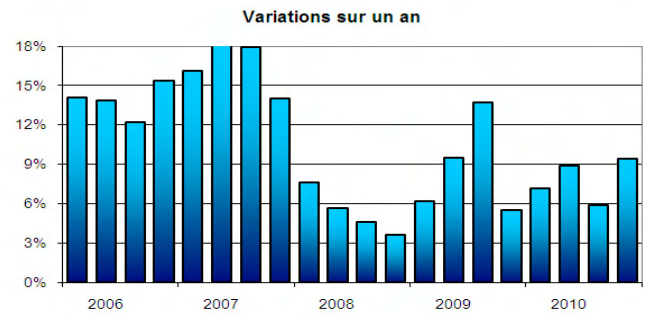
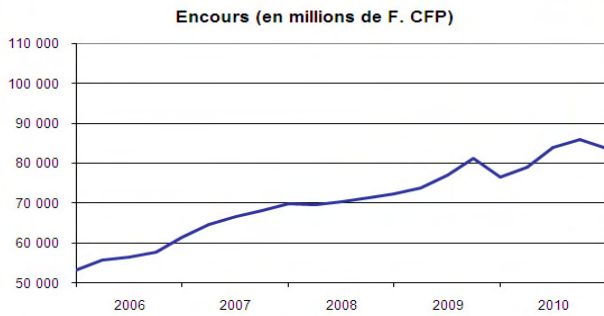
## Les avoirs des ménages



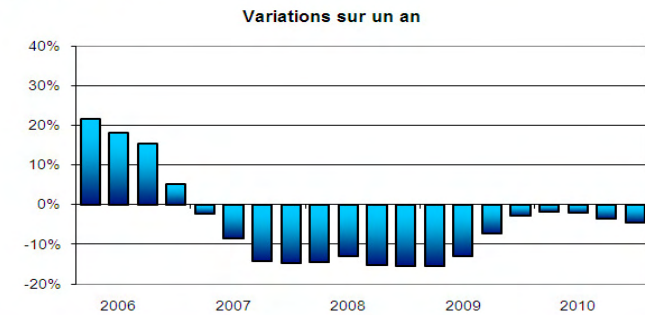
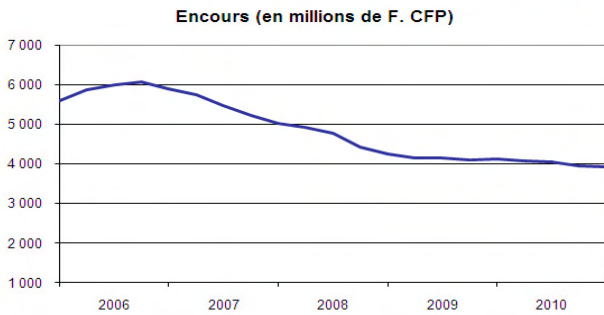


# Conjoncture financière et bancaire

## Contrats d'assurance-vie

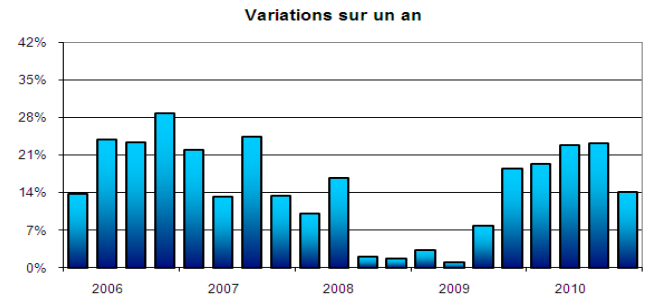
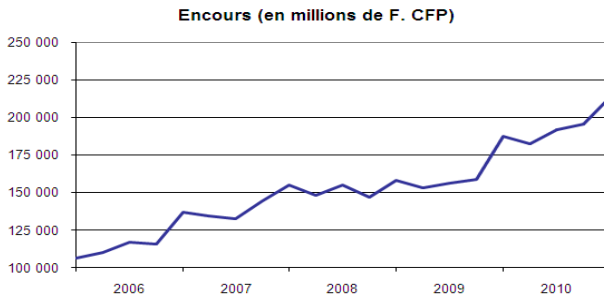


## Plans d'épargne logement

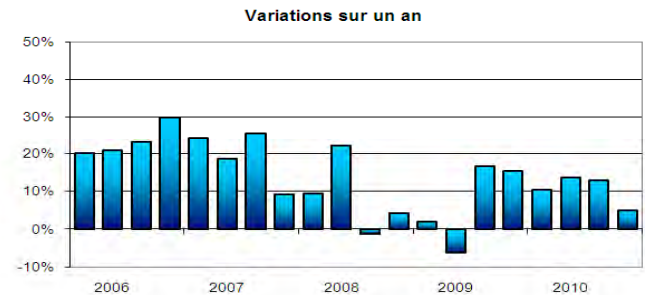


## Les avoirs des sociétés

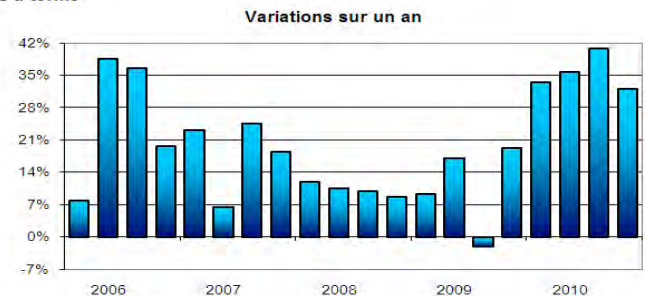
### Total des actifs financiers



### Dépôts à vue



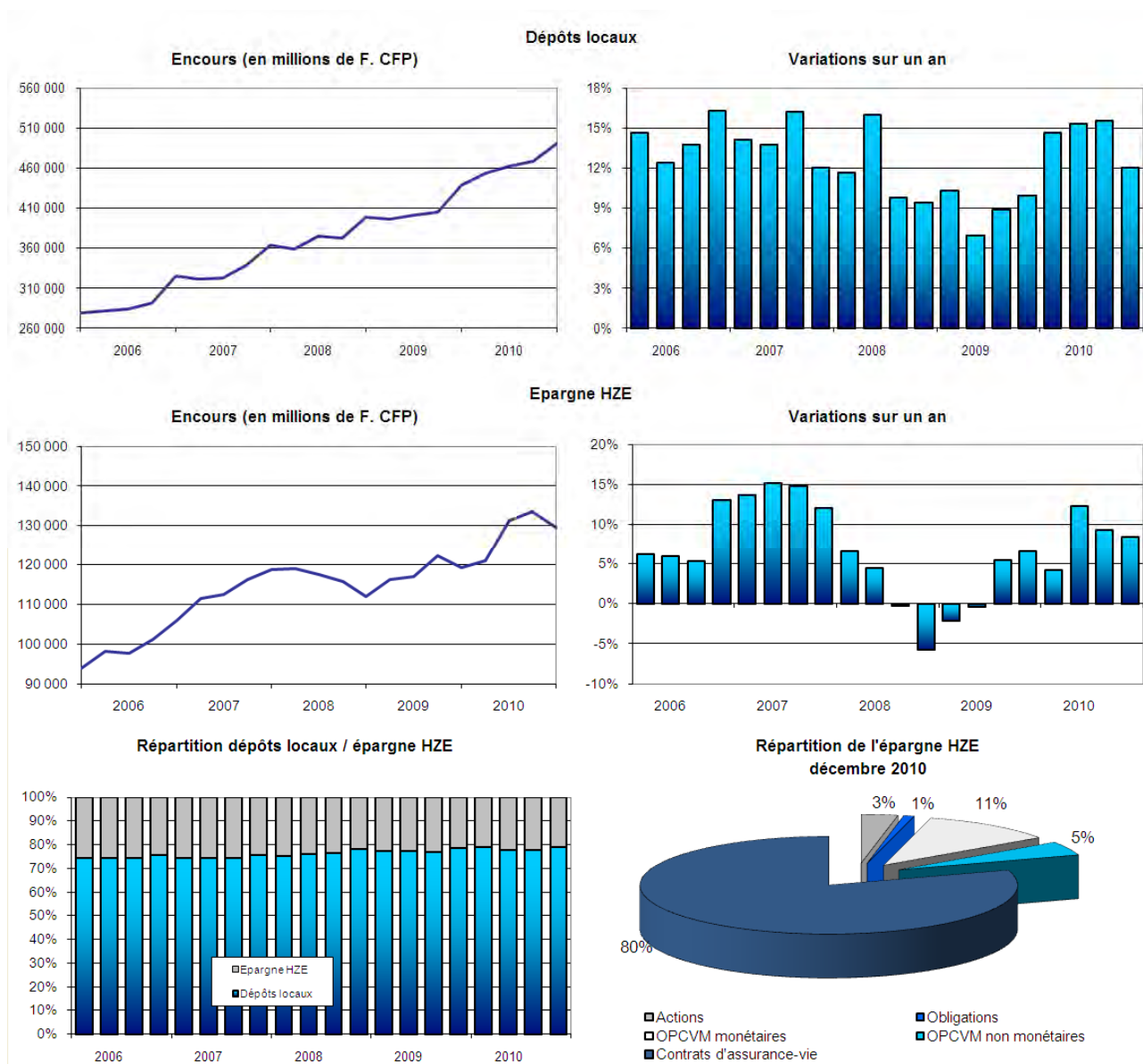
### Dépôts à terme



# Conjoncture financière et bancaire

## 3.2 Les actifs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>Dépôts locaux</b>	279 472	324 874	363 990	398 217	437 871	453 202	461 942	468 188	490 383	4,7%	12,0%
<b>Dépôts à vue</b>	146 026	177 762	188 185	196 491	214 179	202 357	208 639	218 389	245 223	12,3%	14,5%
<b>Comptes d'épargne à régime spécial</b>	56 923	59 081	60 190	64 949	78 803	79 801	79 880	78 923	81 273	3,0%	3,1%
Livrets ordinaires	50 304	52 027	54 073	59 660	73 593	74 418	74 739	73 904	76 247	3,2%	3,6%
Livrets jeunes	188	253	265	295	322	547	327	319	346	8,5%	7,5%
Comptes d'épargne logement	776	832	750	693	699	701	682	678	676	-0,3%	-3,3%
Plans d'épargne logement	5 618	5 929	5 053	4 245	4 128	4 079	4 056	3 952	3 935	-0,4%	-4,7%
Autres comptes d'épargne	37	40	49	56	61	56	76	70	69	-1,4%	13,1%
<b>Dépôts à terme</b>	75 697	87 247	114 982	136 236	144 604	170 875	173 264	170 717	163 732	-4,1%	13,2%
<b>Bons de caisse</b>	826	784	633	541	285	169	159	159	155	-2,5%	-45,6%
<b>Epargne HZE</b>	93 839	106 017	118 790	111 984	119 345	121 105	131 306	133 571	129 432	-3,1%	8,5%
Livrets A et bleus	12 067	12 614	13 320	15 200	15 288	15 589	15 748	15 641	15 935	1,9%	4,2%
Actions	2 993	4 398	5 771	2 550	3 482	3 689	3 360	3 512	3 551	1,1%	2,0%
Obligations	746	95	83	78	873	899	915	995	1 027	3,2%	17,6%
OPCVM monétaires	15 583	18 075	22 292	17 561	18 766	17 066	16 852	16 633	12 910	-22,4%	-31,2%
OPCVM non monétaires	9 269	9 499	7 392	4 157	4 528	4 754	4 862	5 089	5 240	3,0%	15,7%
Contrats d'assurance-vie	53 181	61 336	69 932	72 438	76 408	79 108	89 569	91 701	90 769	-1,0%	18,8%
<b>TOTAL</b>	<b>373 311</b>	<b>430 891</b>	<b>482 780</b>	<b>510 201</b>	<b>557 216</b>	<b>574 307</b>	<b>593 248</b>	<b>601 759</b>	<b>619 815</b>	<b>3,0%</b>	<b>11,2%</b>





## 4. Les passifs financiers de la clientèle non financière

La série des encours de crédit présente plusieurs ruptures de séries.

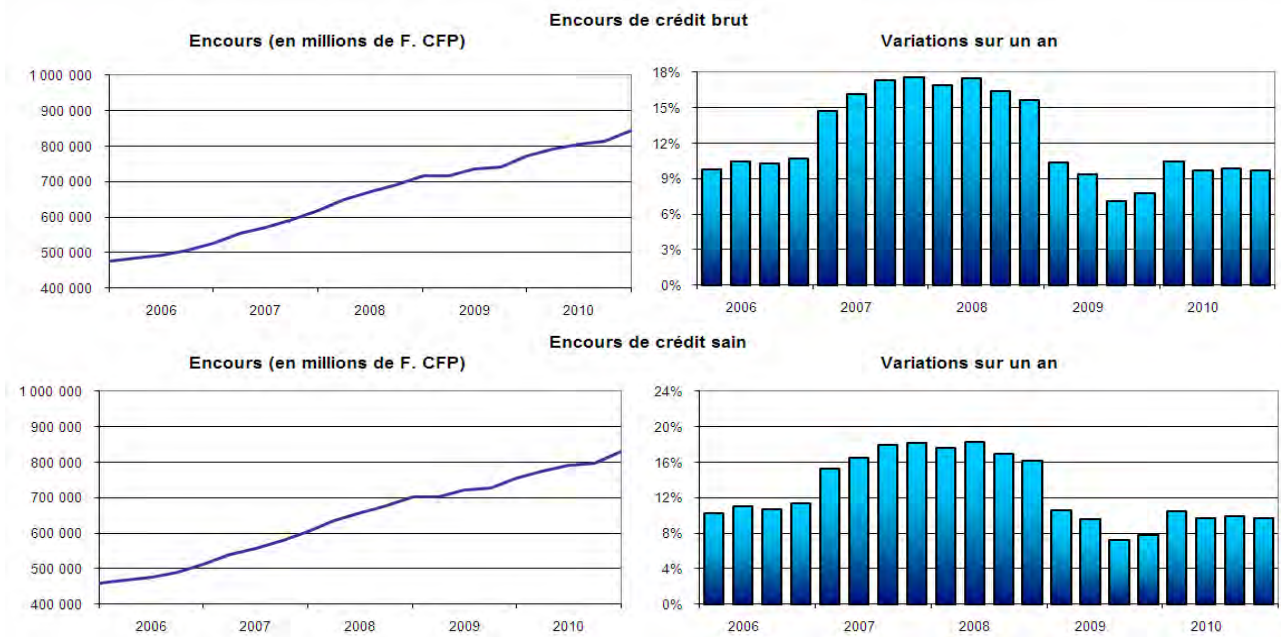
A compter de l'arrêté du 30 juin 2007, les crédits accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Nouvelle-Calédonie.

A compter de 2010, un établissement de crédit de la place a procédé, au cours du premier trimestre de l'année, à un reclassement comptable important (transfert d'une grande partie des crédits d'exploitation vers les crédits d'investissement) puis, à compter de l'arrêté de juin 2010, l'application du nouveau système de reporting des établissements de crédit (SURFI - Système Unifié de Reporting Financier) a induit, pour un autre établissement de crédit local, une révision du périmètre de l'activité des entrepreneurs individuels.

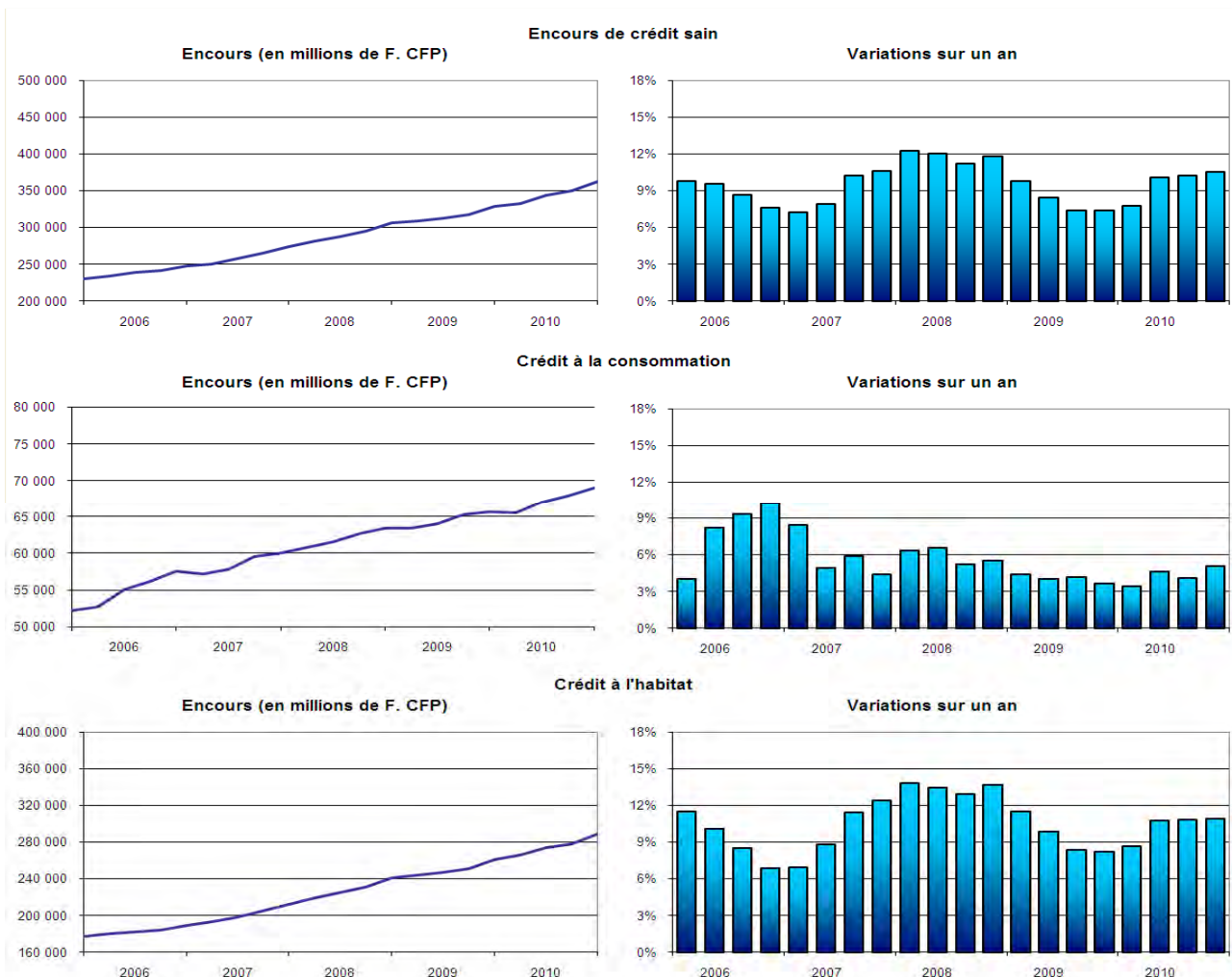
### 4.1 Les passifs de la totalité des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>187 495</b>	<b>217 636</b>	<b>280 893</b>	<b>346 652</b>	<b>382 012</b>	<b>385 561</b>	<b>388 970</b>	<b>392 660</b>	<b>406 003</b>	<b>3,4%</b>	<b>6,3%</b>
Crédits d'exploitation	61 874	66 990	71 287	78 739	76 575	65 046	70 924	71 207	77 371	8,7%	1,0%
Créances commerciales	3 951	3 125	3 527	3 893	4 047	3 669	4 045	4 457	4 201	-5,7%	3,8%
Crédits de trésorerie	30 569	34 721	41 495	43 022	44 016	36 452	39 540	39 976	43 442	8,7%	-1,3%
dont entrepreneurs individuels	1 682	1 688	1 649	1 382	1 455	1 439	1 509	1 502	1 427	-5,0%	-1,9%
Comptes ordinaires débiteurs	27 354	29 145	26 265	31 824	28 512	24 925	27 339	26 775	29 728	11,0%	4,3%
Crédits d'investissement	87 070	99 475	142 675	194 592	206 214	214 958	212 095	213 053	213 900	0,4%	3,7%
Crédits à l'équipement	76 883	89 514	132 142	184 278	197 167	206 232	203 015	204 029	204 756	0,4%	3,8%
dont entrepreneurs individuels	6 173	6 585	7 362	8 263	8 787	8 873	8 904	9 150	9 256	1,2%	5,3%
Crédit-bail	10 187	9 962	10 533	10 313	9 048	8 727	9 079	9 024	9 144	1,3%	1,1%
Crédits à la construction	37 425	46 254	60 560	66 089	91 740	97 574	96 750	99 472	101 159	1,7%	10,3%
Autres crédits	1 126	4 917	6 371	7 232	7 483	7 983	9 201	8 928	13 573	52,0%	81,4%
<b>Ménages</b>	<b>229 766</b>	<b>247 192</b>	<b>273 373</b>	<b>305 711</b>	<b>328 208</b>	<b>332 826</b>	<b>343 774</b>	<b>349 706</b>	<b>359 616</b>	<b>2,8%</b>	<b>9,6%</b>
Crédits à la consommation	52 233	57 553	60 065	63 391	65 714	65 597	67 030	67 879	69 049	1,7%	5,1%
Crédits de trésorerie	38 811	41 760	44 324	47 687	50 844	50 581	51 361	52 701	53 837	2,2%	5,9%
Comptes ordinaires débiteurs	2 881	4 007	2 602	2 895	2 913	3 285	3 889	3 440	3 793	10,3%	30,2%
Crédit-bail	10 541	11 786	13 139	12 809	11 957	11 730	11 780	11 738	11 419	-2,7%	-4,5%
Crédits à l'habitat	176 625	188 682	212 123	241 031	260 763	265 571	273 616	277 786	289 190	4,1%	10,9%
Autres crédits	908	957	1 185	1 289	1 731	1 658	3 128	4 041	1 377	-65,9%	-20,5%
<b>Collectivités locales</b>	<b>33 549</b>	<b>34 090</b>	<b>39 499</b>	<b>39 194</b>	<b>36 060</b>	<b>45 986</b>	<b>46 590</b>	<b>44 358</b>	<b>48 228</b>	<b>8,7%</b>	<b>33,7%</b>
Crédits d'exploitation	1 565	2 087	7 152	4 967	3 201	4 245	4 170	3 220	5 511	71,1%	72,2%
Crédits de trésorerie	1 322	1 436	7 074	4 899	3 167	3 316	3 181	2 287	4 150	81,5%	31,0%
Comptes ordinaires débiteurs	243	652	78	68	34	929	989	933	1 361	45,9%	n.s.
Crédits d'investissement	30 578	30 807	31 296	33 225	32 118	41 010	41 701	40 430	42 022	3,9%	30,8%
Crédits à l'équipement	30 565	30 790	31 254	33 164	31 971	40 856	41 665	40 249	41 840	4,0%	30,9%
Crédit-bail	13	17	42	61	147	154	36	181	182	0,6%	23,8%
Crédits à l'habitat	784	637	557	488	395	386	377	367	358	-2,5%	-9,4%
Autres crédits	622	559	494	514	346	345	342	341	337	-1,2%	-2,6%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>8 262</b>	<b>12 496</b>	<b>10 400</b>	<b>10 022</b>	<b>9 732</b>	<b>11 068</b>	<b>11 228</b>	<b>11 727</b>	<b>15 482</b>	<b>32,0%</b>	<b>59,1%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>459 072</b>	<b>511 414</b>	<b>604 165</b>	<b>701 579</b>	<b>756 012</b>	<b>775 441</b>	<b>790 562</b>	<b>798 451</b>	<b>829 329</b>	<b>3,9%</b>	<b>9,7%</b>
Créances douteuses brutes	16 373	15 044	14 802	14 213	15 435	15 602	15 898	15 978	16 545	3,5%	7,2%
Créances douteuses nettes	6 366	5 115	4 858	4 586	5 045	4 988	5 306	5 369	5 719	6,5%	13,4%
dont entreprises	3 881	3 298	2 870	2 651	2 896	2 738	2 907	3 180	3 158	-0,7%	9,0%
dont ménages	1 611	1 713	1 923	1 882	2 114	2 213	2 399	2 188	2 558	16,9%	21,0%
Provisions	10 007	9 929	9 944	9 627	10 390	10 614	10 592	10 609	10 826	2,0%	4,2%
<b>Total encours brut</b>	<b>475 445</b>	<b>526 458</b>	<b>618 967</b>	<b>715 792</b>	<b>771 447</b>	<b>791 043</b>	<b>806 460</b>	<b>814 429</b>	<b>845 874</b>	<b>3,9%</b>	<b>9,6%</b>
Taux de créances douteuses	3,4%	2,9%	2,4%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	2,0%	0 pt	0 pt
Taux de provisionnement	61,1%	66,0%	67,2%	67,7%	67,3%	68,0%	66,6%	66,4%	65,4%	-1 pt	-1,9 pt

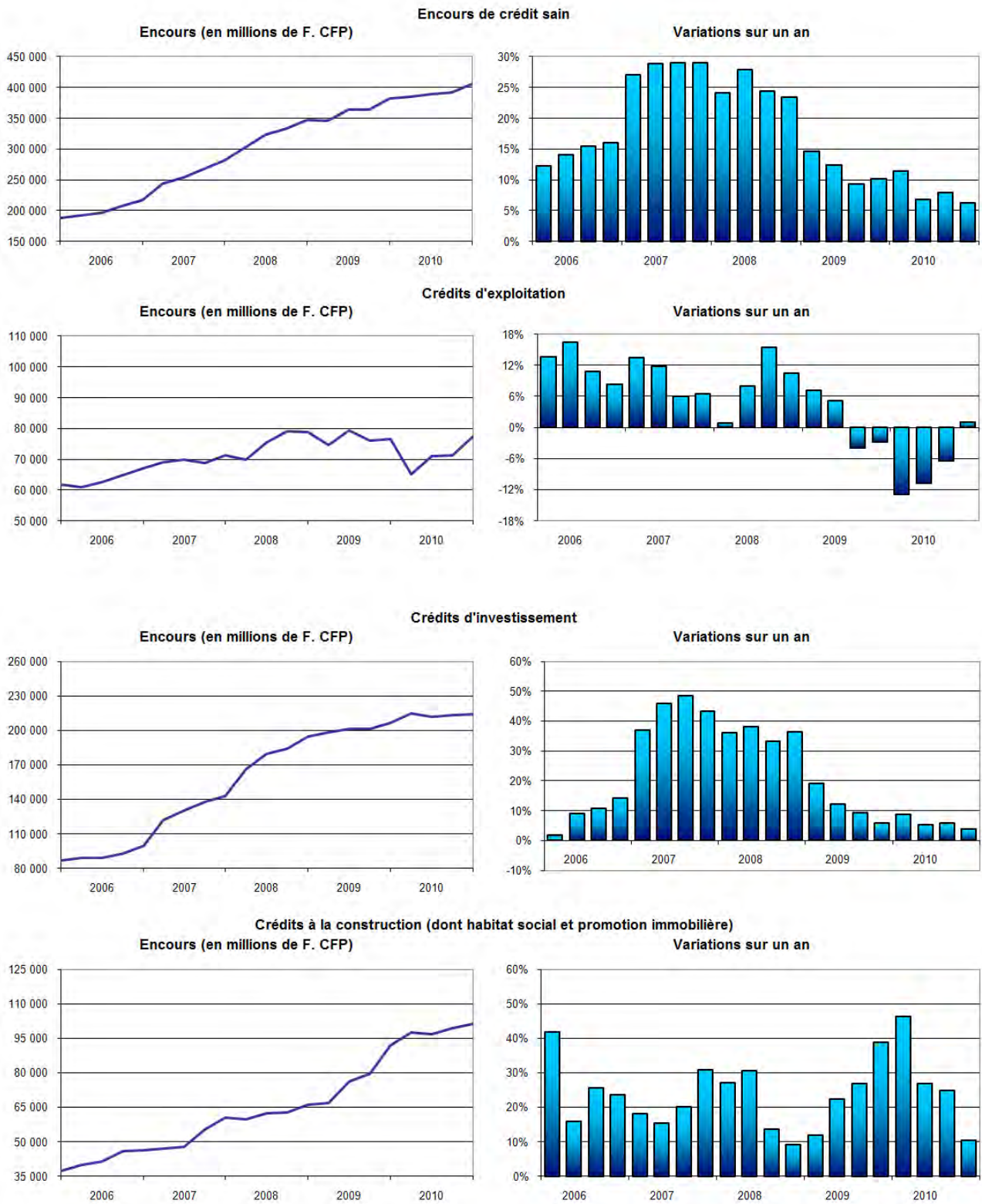
# Conjoncture financière et bancaire



## L'endettement des ménages



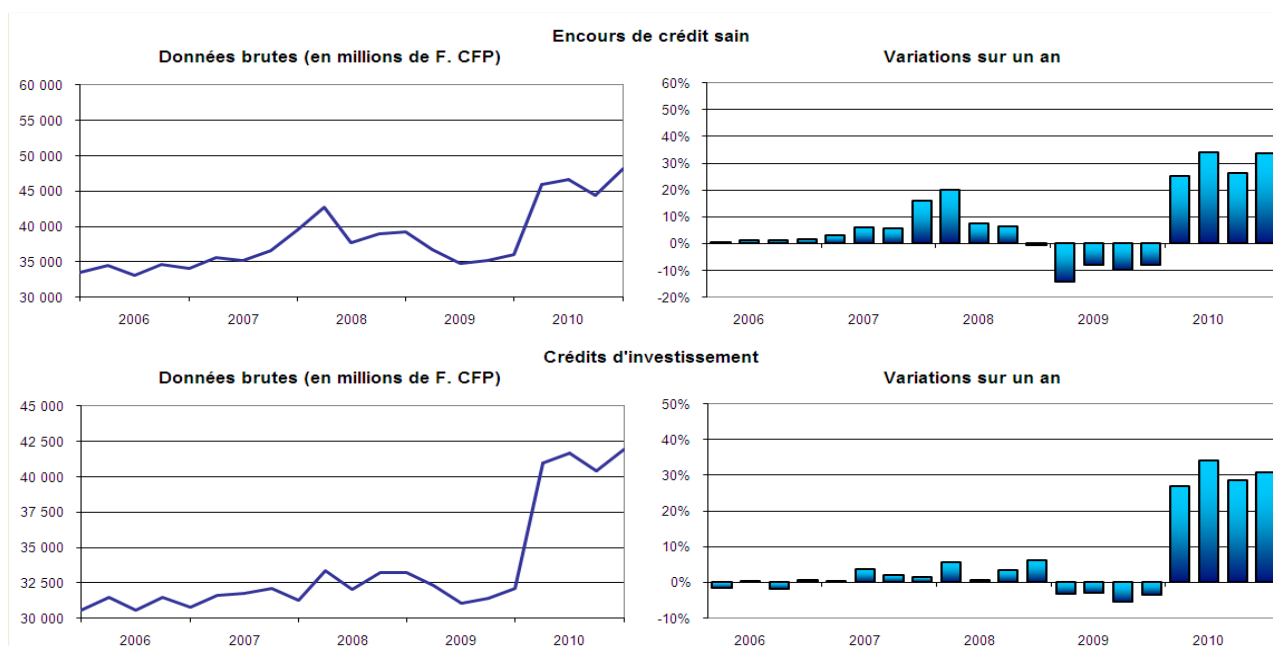
## L'endettement des entreprises





# Conjoncture financière et bancaire

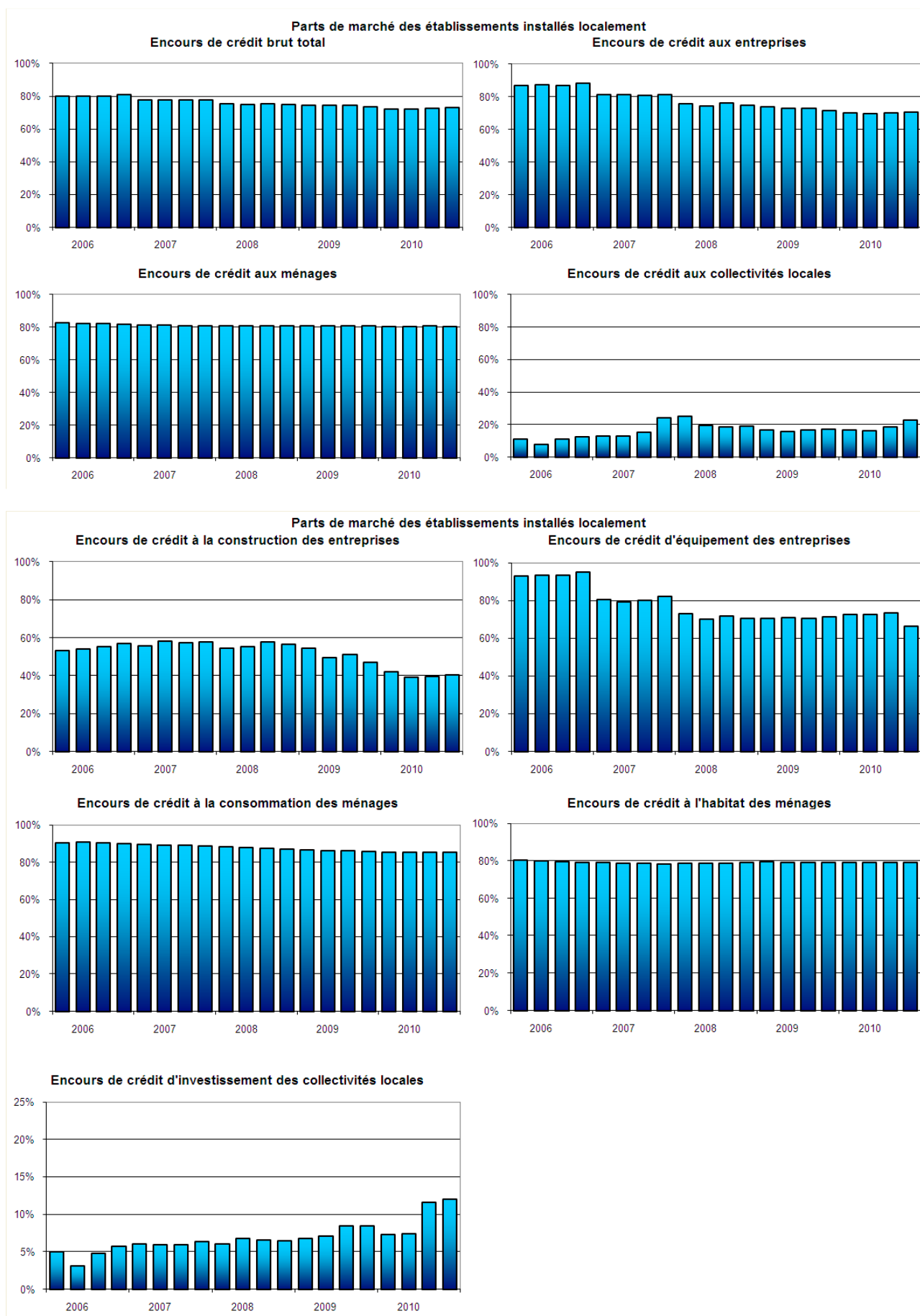
## L'endettement des collectivités locales



## 4.2 Les passifs des établissements locaux

Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>	<b>163 317</b>	<b>192 595</b>	<b>227 925</b>	<b>258 887</b>	<b>273 867</b>	<b>270 027</b>	<b>271 082</b>	<b>274 997</b>	<b>287 997</b>	<b>4,7%</b>	<b>5,2%</b>
Crédits d'exploitation	61 874	66 990	69 840	77 994	76 575	65 036	70 923	71 207	74 678	4,9%	-2,5%
<i>Créances commerciales</i>	3 951	3 125	3 527	3 893	4 047	3 669	4 045	4 457	4 201	-5,7%	3,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	30 569	34 721	40 278	43 022	44 016	36 452	39 540	39 976	42 249	5,7%	-4,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	1 682	1 688	1 649	1 382	1 455	1 439	1 509	1 502	1 427	-5,0%	-1,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	27 354	29 145	26 035	31 079	28 512	24 915	27 338	26 775	28 228	5,4%	-1,0%
Crédits d'investissement	80 169	94 407	117 341	137 025	147 026	156 396	153 521	156 099	159 510	2,2%	8,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	69 982	84 446	106 902	126 762	138 080	147 763	144 537	147 173	150 476	2,2%	9,0%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	6 173	6 585	7 362	8 175	8 677	8 790	8 822	9 069	9 180	1,2%	5,8%
<i>Crédit-bail</i>	10 187	9 962	10 439	10 262	8 947	8 634	8 983	8 926	9 034	1,2%	1,0%
Crédits à la construction	20 385	26 430	35 123	37 493	43 293	41 122	37 947	39 273	40 746	3,8%	-5,9%
Autres crédits	889	4 768	5 621	6 375	6 973	7 473	8 691	8 418	13 063	55,2%	87,3%
<b>Ménages</b>	<b>191 384</b>	<b>202 285</b>	<b>220 574</b>	<b>247 721</b>	<b>264 964</b>	<b>267 867</b>	<b>277 208</b>	<b>282 369</b>	<b>288 604</b>	<b>2,2%</b>	<b>8,9%</b>
Crédits à la consommation	47 490	51 869	53 176	55 241	56 463	56 044	57 176	58 052	58 941	1,5%	4,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	34 068	36 076	37 435	39 537	41 593	41 029	41 507	42 874	43 729	2,0%	5,1%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2 881	4 007	2 602	2 895	2 913	3 285	3 889	3 440	3 793	10,3%	30,2%
<i>Crédit-bail</i>	10 541	11 786	13 139	12 809	11 957	11 730	11 780	11 738	11 419	-2,7%	-4,5%
Crédits à l'habitat	142 988	149 459	166 213	191 191	206 770	210 165	216 904	220 276	228 286	3,6%	10,4%
Autres crédits	906	957	1 185	1 289	1 731	1 658	3 128	4 041	1 377	-65,9%	-20,5%
<b>Collectivités locales</b>	<b>3 712</b>	<b>4 308</b>	<b>9 566</b>	<b>7 471</b>	<b>6 238</b>	<b>7 571</b>	<b>7 596</b>	<b>8 218</b>	<b>10 879</b>	<b>32,4%</b>	<b>74,4%</b>
Crédits d'exploitation	1 565	2 087	7 152	4 967	3 201	4 245	4 170	3 220	5 511	71,1%	72,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 322	1 436	7 074	4 899	3 167	3 316	3 181	2 287	4 150	81,5%	31,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	243	652	78	68	34	929	989	933	1 361	45,9%	n.s.
Crédits d'investissement	1 608	1 767	2 000	2 130	2 700	2 998	3 107	4 689	5 068	8,1%	87,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 595	1 750	1 958	2 069	2 553	2 844	3 071	4 508	4 886	8,4%	91,4%
<i>Crédit-bail</i>	13	17	42	61	147	154	36	181	182	0,6%	23,8%
Crédits à l'habitat	539	454	414	374	337	328	319	309	300	-2,9%	-11,0%
<b>Autres agents de CCB non ventilés</b>	<b>8 262</b>	<b>12 496</b>	<b>10 168</b>	<b>9 786</b>	<b>9 297</b>	<b>9 964</b>	<b>10 120</b>	<b>10 620</b>	<b>14 376</b>	<b>35,4%</b>	<b>54,6%</b>
<b>Total encours sain</b>	<b>366 675</b>	<b>411 684</b>	<b>468 233</b>	<b>523 865</b>	<b>554 366</b>	<b>555 429</b>	<b>566 006</b>	<b>576 204</b>	<b>601 856</b>	<b>4,5%</b>	<b>8,6%</b>
Créances douteuses brutes	15 363	14 867	14 206	13 321	14 756	14 770	15 127	15 278	15 741	3,0%	6,7%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 356	4 938	4 263	3 694	4 366	4 156	4 535	4 669	4 915	5,3%	12,6%
<i>dont entreprises</i>	3 881	3 298	2 573	2 214	2 625	2 442	2 652	2 926	2 893	-1,1%	10,2%
<i>dont ménages</i>	1 382	1 536	1 625	1 427	1 706	1 677	1 882	1 742	2 019	15,9%	18,3%
<i>Provisions</i>	10 007	9 929	9 943	9 627	10 390	10 614	10 592	10 609	10 826	2,0%	4,2%
<b>Total encours brut</b>	<b>382 038</b>	<b>426 551</b>	<b>482 439</b>	<b>537 186</b>	<b>569 122</b>	<b>570 199</b>	<b>581 133</b>	<b>591 482</b>	<b>617 597</b>	<b>4,4%</b>	<b>8,5%</b>
Taux de créances douteuses	4,0%	3,5%	2,9%	2,5%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	2,5%	0 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	65,1%	66,8%	70,0%	72,3%	70,4%	71,9%	70,0%	69,4%	68,8%	-0,7 pt	-1,6 pt

# Conjoncture financière et bancaire





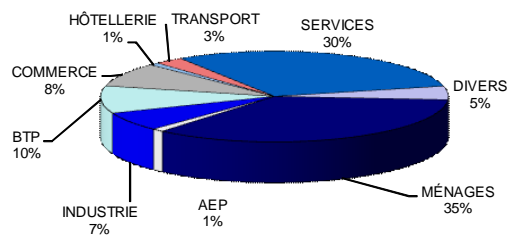
## 5. Les engagements bancaires

Les données de la Centrale des risques présentent plusieurs ruptures statistiques du fait de la mise en place de la nouvelle nomenclature d'activités (« NAF rév. 2 » ou « NAF 2008 »), qui a induit un processus de révision de la classification de l'ensemble des entreprises du territoire. Ce reclassement progressif, qui a débuté en mai 2010 pour être finalisé le 1er septembre 2010, s'est notamment traduit par un transfert important d'une partie des entreprises auparavant classées dans le secteur des services vers celui du BTP.

Afin de disposer d'éléments d'évolution homogènes, les données présentées ont été retraitées selon la nouvelle nomenclature d'activités mais se limitent aux six derniers trimestres disponibles.

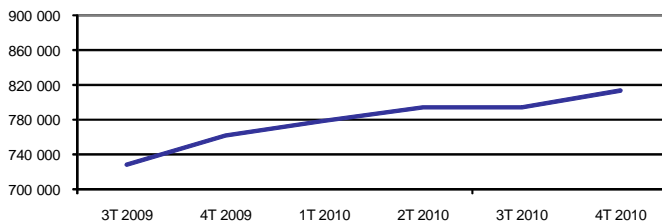
### 5.1. LES RISQUES SECTORIELS

Encours en millions de F CFP au 31 décembre 2010

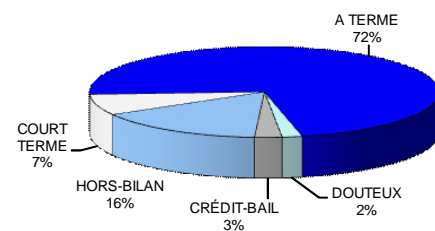


### ÉVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR

Encours en millions de F CFP

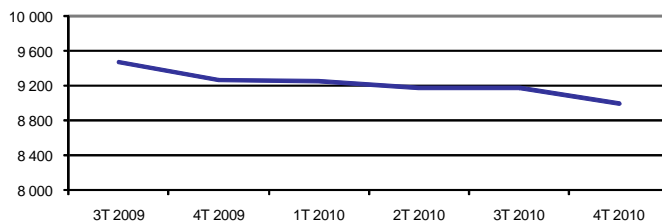


Structure en %

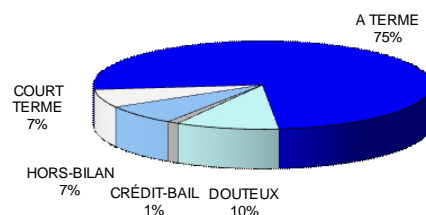


### AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE

Encours en millions de F CFP

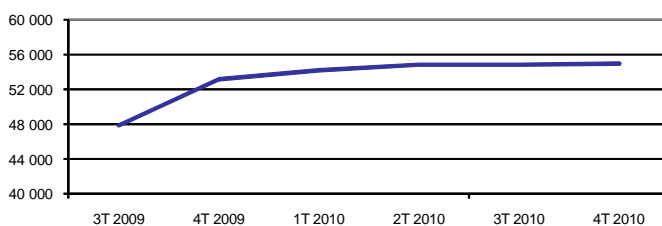


Structure en %

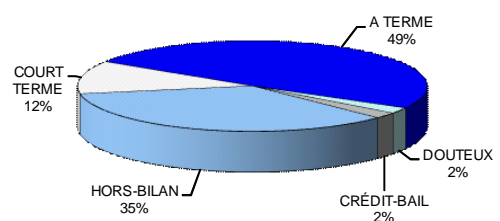


### INDUSTRIE

Encours en millions de F CFP



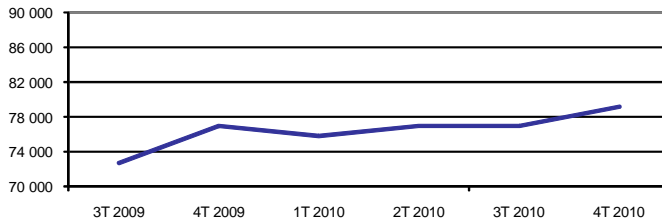
Structure en %



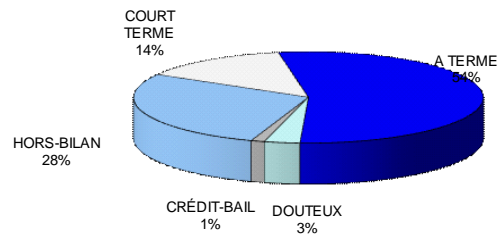
# Conjoncture financière et bancaire

## BTP

Encours en millions de F CFP

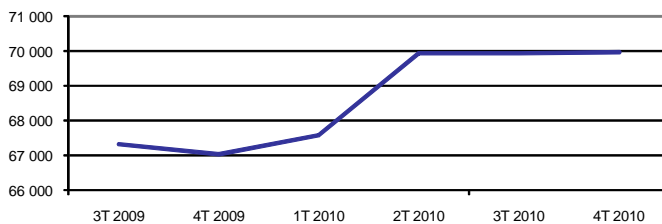


Structure en %

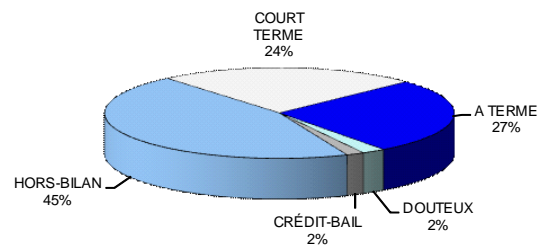


## COMMERCE

Encours en millions de F CFP

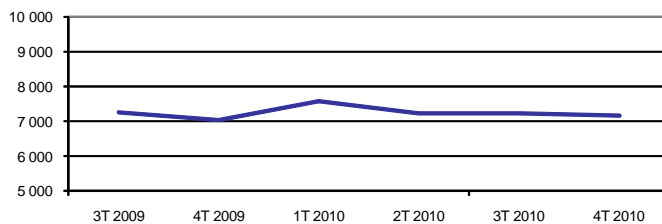


Structure en %

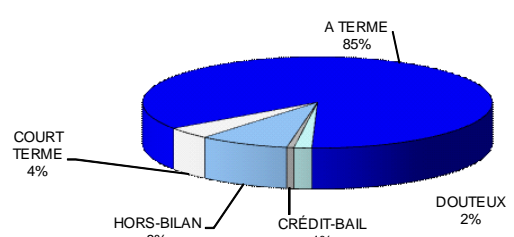


## HÔTELLERIE

Encours en millions de F CFP

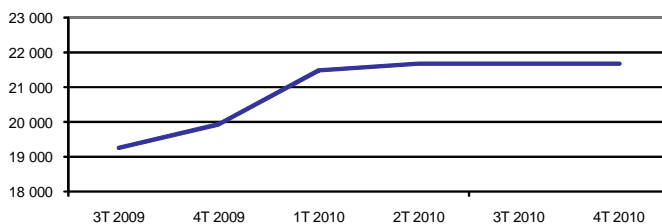


Structure en %

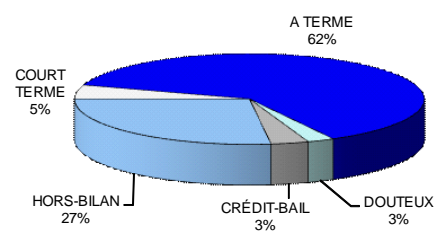


## TRANSPORT

Encours en millions de F CFP

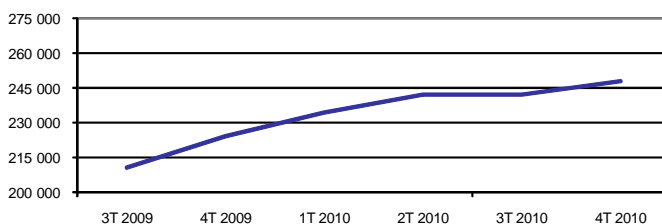


Structure en %

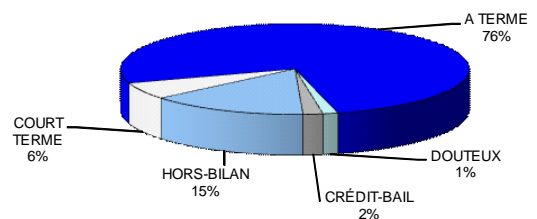


## SERVICES

Encours en millions de F CFP



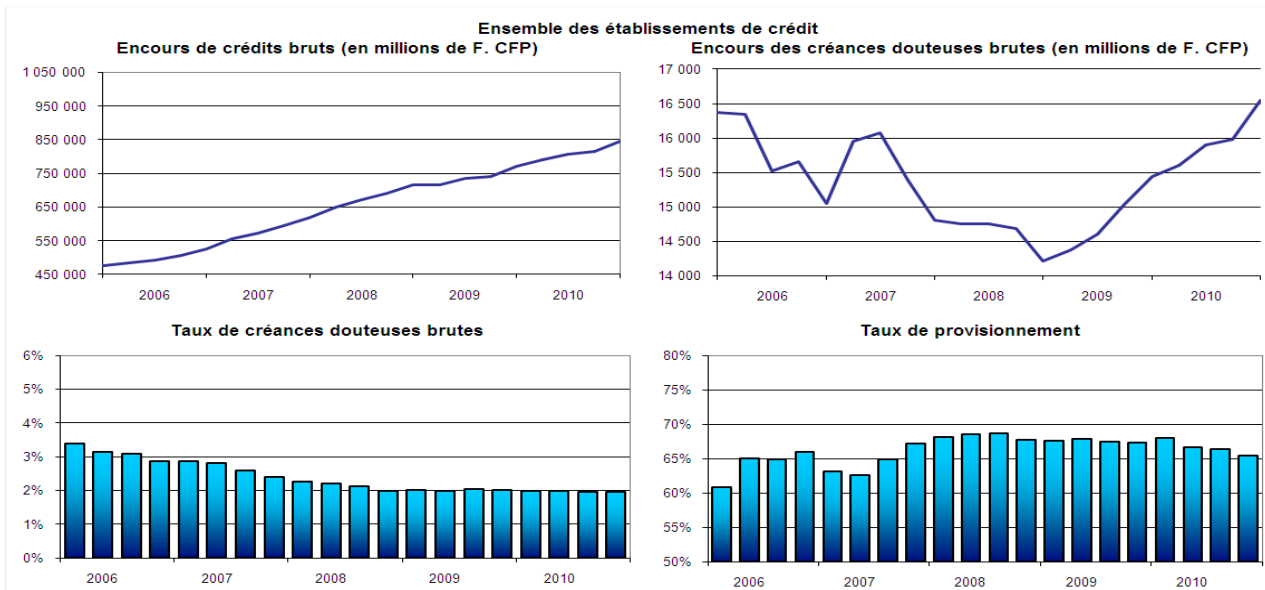
Structure en %



# Conjoncture financière et bancaire

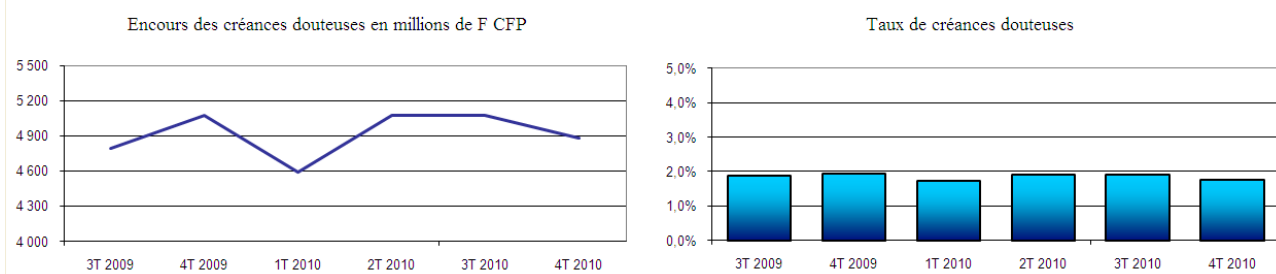
## 5.2 Les indicateurs de vulnérabilité

### Les indicateurs globaux (source : SURFI)

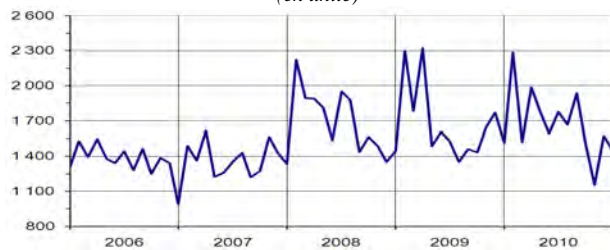


### Les indicateurs de la vulnérabilité des ménages

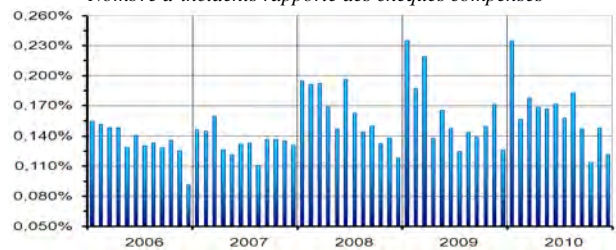
#### TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES MÉNAGES DÉCLARÉS AU SCR



#### Incidents de paiement sur chèques (en unité)



#### Taux de risque sur paiement sur chèques Nombre d'incidents rapporté des chèques compensés

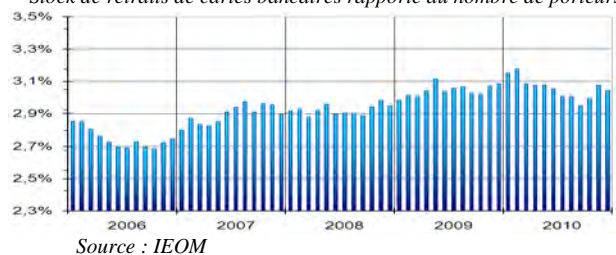


#### Personnes physiques interdites bancaires Stock fin de mois (en unité)



#### Taux de retraits sur cartes bancaires

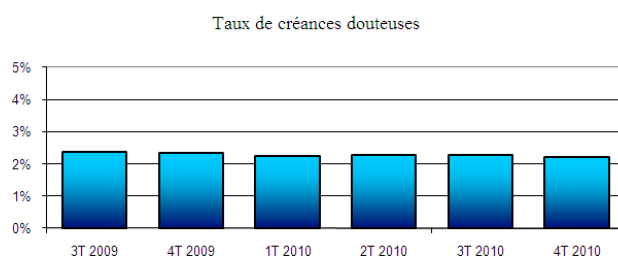
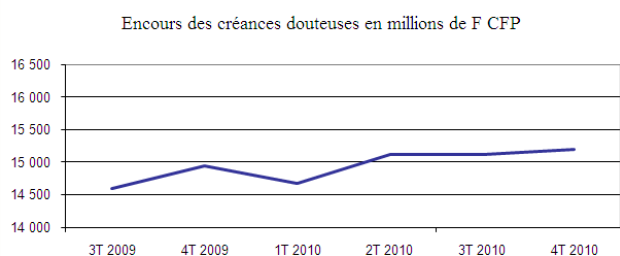
Stock de retraits de cartes bancaires rapporté au nombre de porteurs



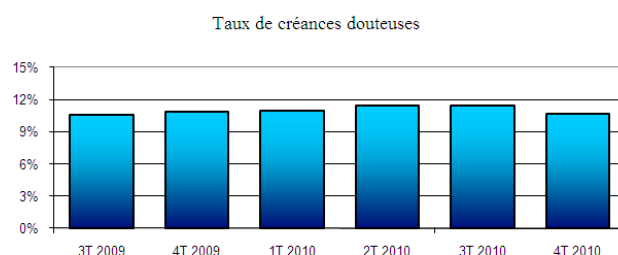
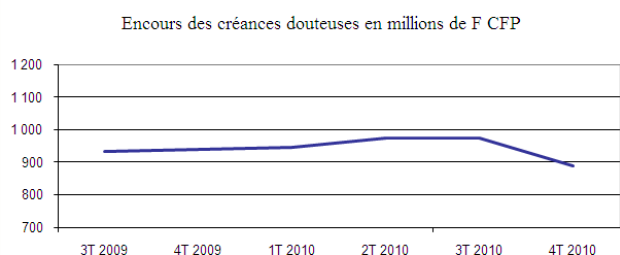
# Conjoncture financière et bancaire

## Les indicateurs de la vulnérabilité des entreprises

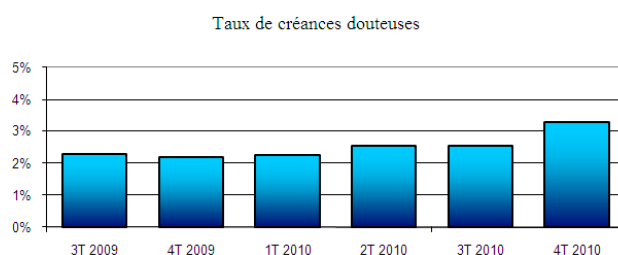
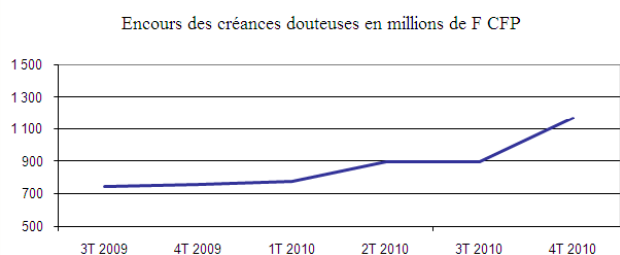
### TAUX DE CRÉANCES DOUTEUSES BRUTES DES RISQUES DÉCLARÉS AU SCR



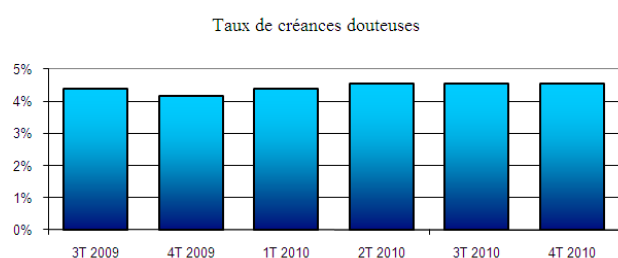
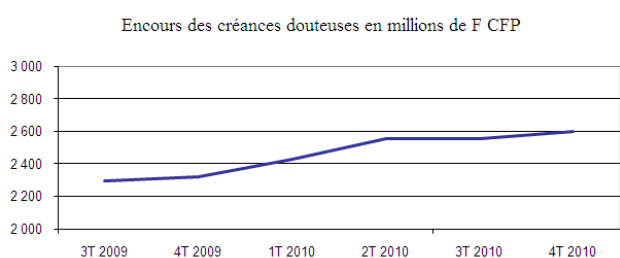
### AGRICULTURE, ÉLEVAGE, PÊCHE



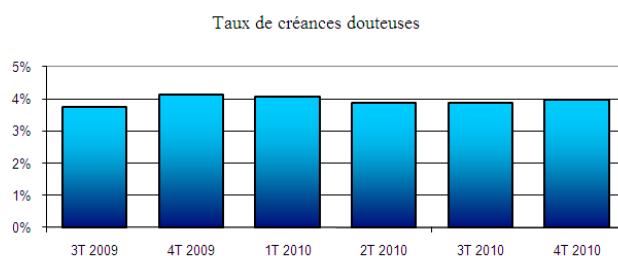
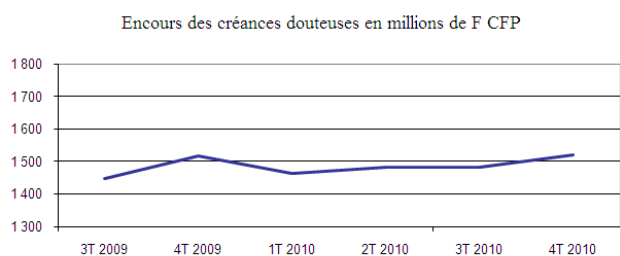
### INDUSTRIE



### BTP

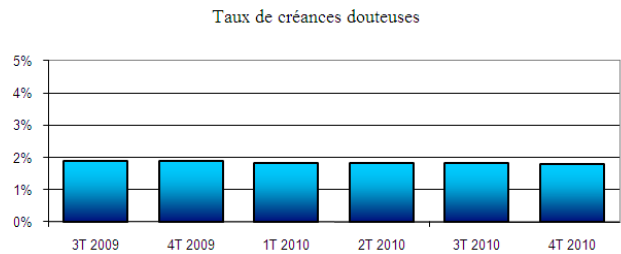
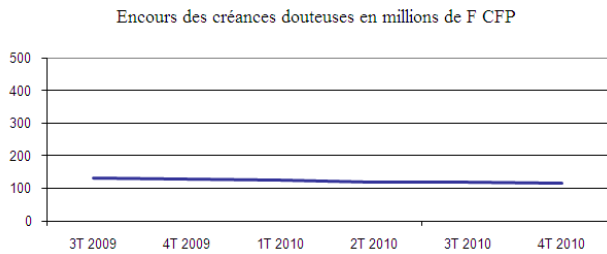


### COMMERCE

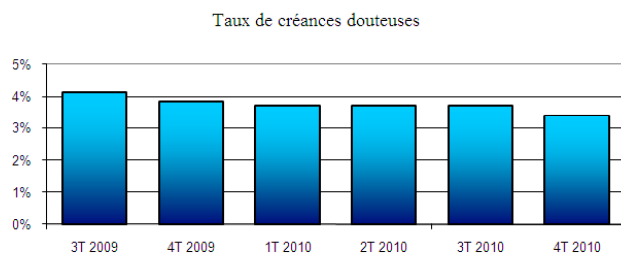
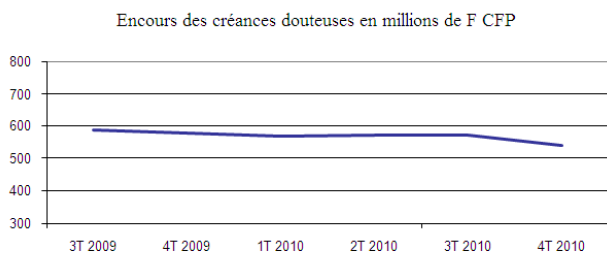


# Conjoncture financière et bancaire

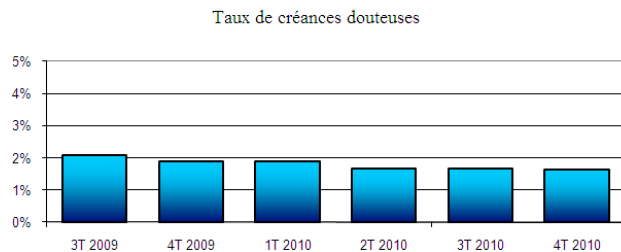
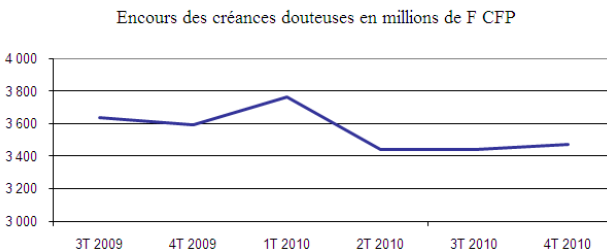
## HÔTELLERIE



## TRANSPORT



## SERVICES



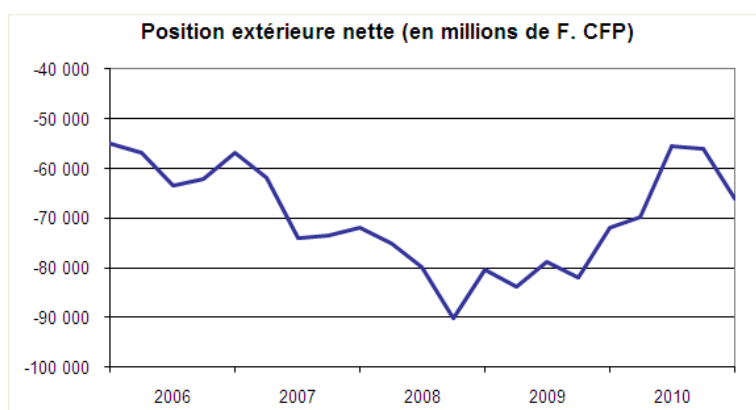


# Conjoncture financière et bancaire

## 6. Le financement des concours bancaires

### 6.1 L'équilibre emplois - ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>Emplois</b>	<b>394 500</b>	<b>441 085</b>	<b>502 046</b>	<b>555 233</b>	<b>594 491</b>	<b>610 890</b>	<b>604 249</b>	<b>613 925</b>	<b>643 070</b>	<b>4,7%</b>	<b>8,2%</b>
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	382 038	426 551	482 439	537 186	569 122	570 199	581 133	591 482	617 597	4,4%	8,5%
Réserves obligatoires et libres	12 462	14 534	19 607	18 047	25 369	40 691	23 116	22 443	25 473	13,5%	0,4%
Position extérieure nette des EC (si positive)	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Ressources</b>	<b>394 500</b>	<b>441 085</b>	<b>502 046</b>	<b>555 233</b>	<b>594 491</b>	<b>610 890</b>	<b>604 249</b>	<b>613 925</b>	<b>643 070</b>	<b>4,7%</b>	<b>8,2%</b>
Dépôts collectés (- encaisses)	276 720	321 074	357 957	392 262	430 334	446 798	455 434	461 723	482 504	4,5%	12,1%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	45 966	49 650	54 249	57 149	60 484	60 838	62 604	62 774	61 287	-2,4%	1,3%
Excédent des opérations diverses des EC	5 561	4 795	7 518	8 082	14 135	14 865	11 195	15 650	16 569	5,9%	17,2%
Réescompte	11 186	8 862	10 388	17 317	17 522	18 674	19 441	17 689	16 651	-5,9%	-5,0%
Position extérieure nette des EC (si négative)	55 067	56 704	71 934	80 423	72 016	69 715	55 575	56 089	66 059	17,8%	-8,3%

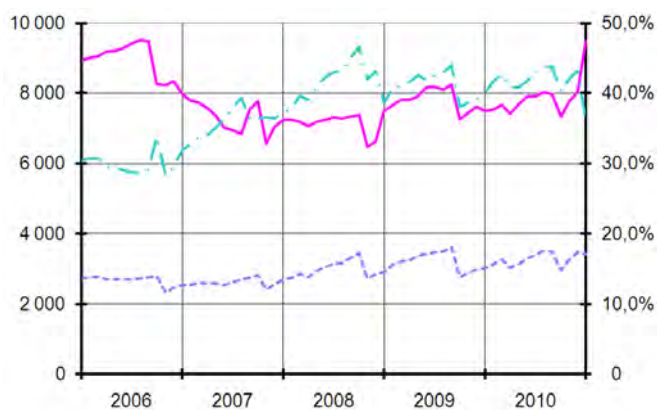


### 6.2 Le réescompte

Cotation et réescompte										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>Cotation (nombre)</b>											
Cotes valides	8 928	7 990	7 242	7 495	7 492	7 416	7 906	7 343	9 473	29,0%	26,4%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	2 715	2 546	2 700	2 894	3 008	3 037	3 387	2 952	3 423	16,0%	13,8%
Taux	30%	32%	37%	39%	40%	41%	43%	40%	36%	-4 pt	-4 pt
<b>Refinancement (montants en millions de XPF)</b>											
Entreprises	11 187	8 865	10 388	17 317	17 522	18 674	19 301	17 690	18 035	2,0%	2,9%
Particuliers	10 663	8 583	10 262	17 274	17 513	18 668	19 297	17 686	18 031	2,0%	3,0%
	524	282	126	43	9	6	4	4	4	0,0%	ns

#### Cotation des entreprises

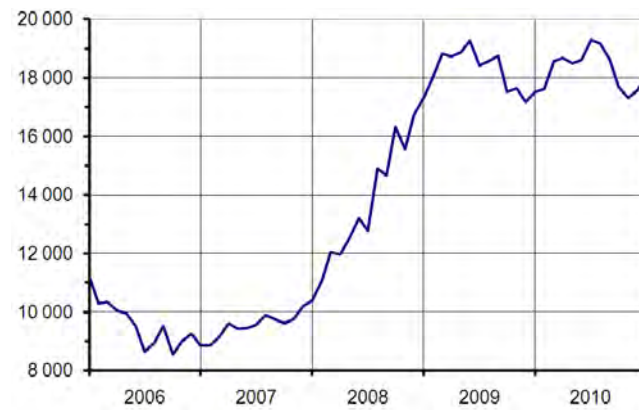
Nombre d'entreprises cotées — Nombre d'entreprises cotées et rééligibles --- Taux d'éligibilité —



Source : IEOM

#### Mobilisation des crédits

Montant global du portefeuille en fin de mois (en millions de F CFP)



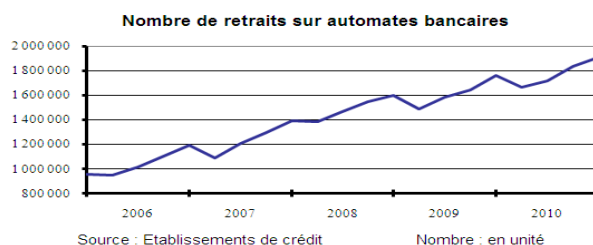
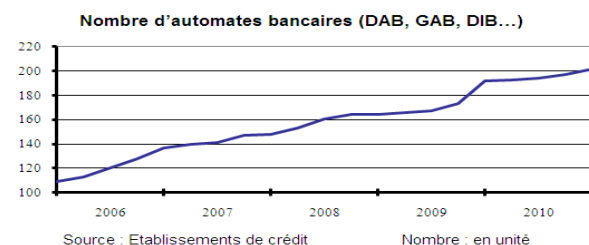
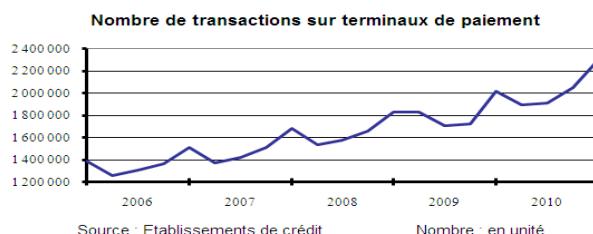
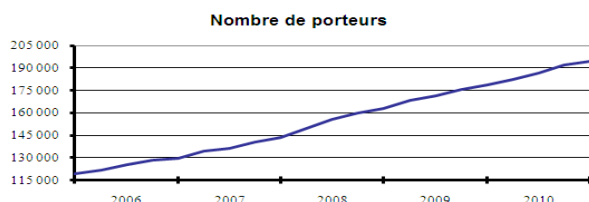
Source : IEOM

# Conjoncture financière et bancaire

## 7. La monétique et les échanges de valeur

### 7.1 La monétique

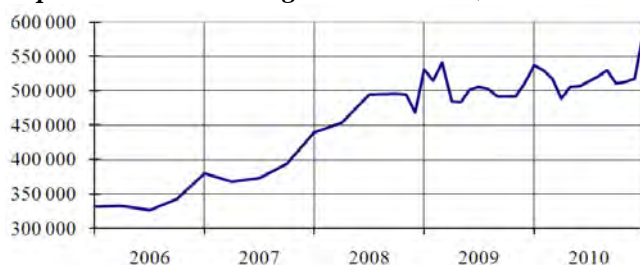
Monétique										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>Cartes bancaires</b>											
Nombre de cartes	119 175	129 611	143 834	163 219	178 475	182 353	186 647	192 207	194 268	1,1%	8,8%
Carte Bleue	72 394	76 853	82 881	89 189	96 660	98 168	100 510	104 293	105 332	1,0%	9,0%
Carte Jade	24 025	26 208	29 474	32 788	34 648	35 044	35 376	35 735	36 020	0,8%	4,0%
Cartes privatives	22 756	26 550	31 479	41 242	47 167	49 141	50 761	52 179	52 916	1,4%	12,2%
<b>Terminal de paiement électronique</b>											
Nombre de TPE	2 364	2 420	2 669	2 850	3 037	3 071	3 037	3 209	3 247	1,2%	6,9%
Nombre de transactions	1 383 459	1 508 231	1 679 890	1 822 567	2 009 747	1 889 009	1 904 670	2 043 314	2 294 999	12,3%	14,2%
Montant (milliers de XPF)	12 598 988	13 874 648	15 202 364	16 669 111	17 810 114	16 132 909	16 183 131	17 281 602	20 142 879	16,6%	13,1%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	9	9	9	9	9	9	9	9	9	3,5%	-1,1%
<b>Machines de traitement mécanique</b>											
Nombre de MTM*	241	221	215	44	39	40	47	44	44	0,0%	12,8%
Nombre de transactions	5 128	4 526	4 279	4 315	5 574	6 166	5 837	6 324	6 063	-4,1%	8,8%
Montant (milliers de XPF)	134 727	140 098	132 400	123 767	178 605	179 263	182 702	194 452	189 452	-2,6%	6,1%
Moyenne par transaction (milliers XPF)	26	31	31	29	32	29	31	31	31	1,6%	-2,5%
<b>Automates bancaires (DAB, GAB, DIB ...)</b>											
Nombre d'automates	109	137	148	164	192	193	194	197	202	2,5%	5,2%
Nombre de retraits	953 158	1 193 762	1 394 810	1 601 145	1 757 212	1 666 503	1 712 686	1 833 575	1 911 099	4,2%	8,8%
Montant (milliers de XPF)	8 861 176	11 482 042	14 318 680	17 829 433	19 461 892	17 625 307	17 758 060	19 295 108	21 063 058	9,2%	8,2%
Moyenne par retrait (milliers XPF)	9	10	10	11	11	11	10	11	11	4,8%	-0,9%



### 7.2 Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs										Variations	
	déc.-05	déc.-06	déc.-07	déc.-08	déc.-09	mars-10	juin-10	sept.-10	déc.-10	1 trim	1 an
<b>En nombre</b>	<b>4 533 689</b>	<b>4 701 513</b>	<b>4 895 325</b>	<b>5 117 235</b>	<b>5 211 117</b>	<b>4 983 572</b>	<b>4 933 014</b>	<b>5 070 640</b>	<b>5 181 461</b>	<b>2,2%</b>	<b>-0,6%</b>
Chèques	3 136 236	3 161 212	3 210 192	3 309 713	3 330 865	3 057 949	3 036 182	3 145 758	3 257 324	3,5%	-2,2%
Virements	814 736	876 539	957 713	1 023 173	1 043 435	984 640	1 006 909	1 025 008	1 034 221	0,9%	-0,9%
Effets	3 776	3 912	3 511	3 328	3 034	2 909	2 841	2 947	2 991	1,5%	-1,4%
Autres	578 941	659 850	723 909	781 021	833 783	938 074	887 082	896 927	886 925	-1,1%	6,4%
<b>En millions de F CFP</b>	<b>331 357</b>	<b>379 508</b>	<b>439 862</b>	<b>531 533</b>	<b>537 523</b>	<b>489 273</b>	<b>514 035</b>	<b>510 907</b>	<b>587 204</b>	<b>14,9%</b>	<b>9,2%</b>
Chèques	168 726	187 412	216 433	249 154	246 141	225 536	245 037	234 728	268 285	14,3%	9,0%
Virements	142 368	169 341	198 822	254 468	263 966	234 883	241 207	247 561	290 615	17,4%	10,1%
Effets	6 843	7 300	7 358	7 929	7 133	7 000	6 388	6 984	6 804	-2,6%	-4,6%
Autres	13 420	15 455	17 249	19 982	20 283	21 854	21 403	21 634	21 500	-0,6%	6,0%

#### Compensation des échanges de valeurs (en millions de F CFP)



# Conjoncture financière et bancaire

Source : IEOM

## 8. Rappel des taux

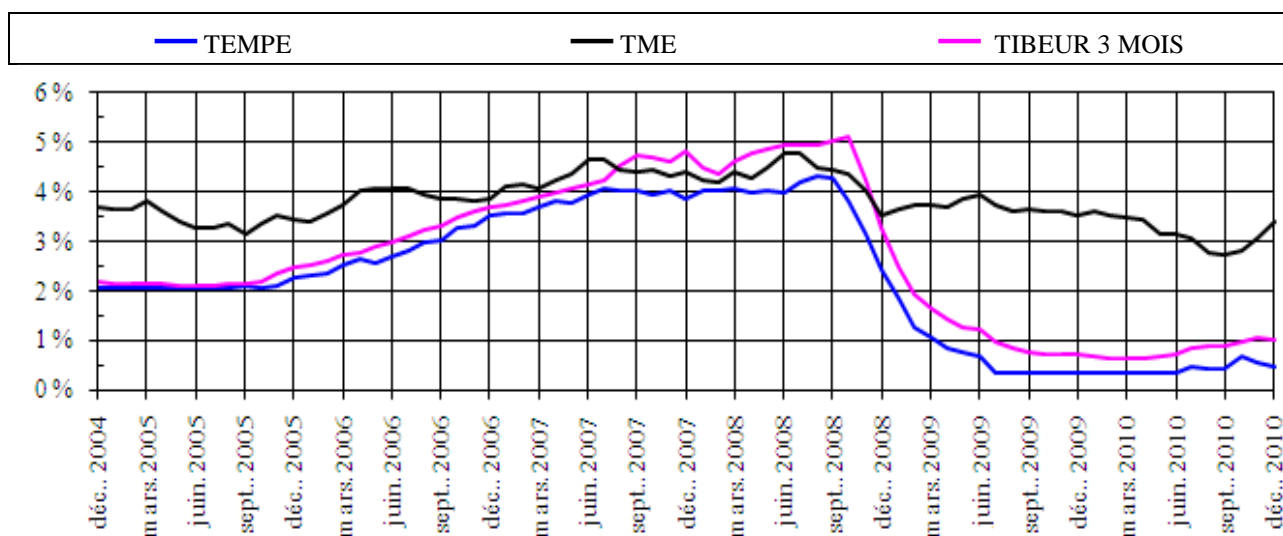
### 8.1 Les taux d'intérêt légal

Année 2001	Année 2002	Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Année 2007	Année 2008	Année 2009	Année 2010	Année 2011
4,26 %	4,26 %	3,29 %	2,27 %	2,05 %	2,11 %	2,95 %	3,99 %	3,79 %	0,65 %	<b>0,38 %</b>

### 8.2 Les taux d'intervention de l'IEOM

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,40% à 5,85% (Taux SGFGAS à partir du 01/02/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

### 8.3 Les taux du marché monétaire et du marché obligataire (moyenne mensuelle)



TEMPE : Taux Moyen Pondéré en Euro ou EONIA (Euro Overnight Index Average)

TME : Taux Moyen des Emprunts d'État à long terme (source : CDC)

TIBEUR : Taux Interbancaire Offert en Euro ou EURIBOR (Euro Interbank Offered Rate)

# Conjoncture financière et bancaire

## 8.4 Les taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;
- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

### PRÊTS AUX PARTICULIERS

Seuils de l'usure	1er Trim. 2010	2ème Trim. 2010	3ème Trim. 2010	4ème Trim. 2010	1 <sup>er</sup> Trim. 2011
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	6,57 %	6,29 %	6,09 %	5,60 %	<b>5,51 %</b>
- Prêts à taux variable	5,92 %	5,72 %	5,35 %	5,05 %	<b>4,96 %</b>
- Prêts à taux relais	6,40 %	6,25 %	5,96 %	6,27 %	<b>5,88 %</b>
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 F CFP (1)	21,45 %	21,63 %	21,15 %	21,32 %	<b>21,31 %</b>
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats					
ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 F CFP (1)	19,71 %	19,45 %	19,27 %	19,32 %	<b>19,67 %</b>
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 F CFP	8,88 %	8,85 %	8,61 %	8,15 %	<b>7,77 %</b>

(1) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

### PRETS AUX PERSONNES MORALES N'AYANT PAS D'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	1er Trim. 2010	2ème Trim. 2010	3ème Trim. 2010	4ème Trim. 2010	1 <sup>er</sup> Trim. 2011
- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	10,57 %	9,53 %	9,27 %	9,05 %	<b>8,01 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	5,53 %	5,32 %	4,99 %	5,09 %	<b>4,97 %</b>
- Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	6,61 %	5,75 %	6,25 %	5,79 %	<b>5,65 %</b>
- Découverts en compte (2)	13,21 %	13,33 %	13,39 %	13,59 %	<b>13,77 %</b>
- Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	5,71 %	5,73 %	5,93 %	5,60 %	<b>5,63 %</b>

(2) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

### PRÊTS AUX PERSONNES PHYSIQUES AGISSANT POUR LEURS BESOINS PROFESSIONNELS ET AUX PERSONNES MORALES AYANT UNE ACTIVITÉ INDUSTRIELLE, COMMERCIALE, ARTISANALE, AGRICOLE OU PROFESSIONNELLE NON COMMERCIALE

Seuils de l'usure	1er Trim. 2010	2ème Trim. 2010	3ème Trim. 2010	3ème Trim. 2010	1 <sup>er</sup> Trim. 2011
- Découverts en compte (3)	13,21 %	13,33 %	13,39 %	13,59 %	<b>13,77 %</b>

(3) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

## 8.5 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit

### LE COÛT DU CRÉDIT AUX PARTICULIERS

#### Evolution du coût du crédit aux particuliers

Taux moyen pondéré	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Enquête de janvier/février 2010	Enquête de juillet/août 2010	Enquête de janvier/février 2011	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Prêts immobiliers.....	5,83%	5,32%	5,02%	4,75%	4,63%	-0,39 pt	-0,12 pt
Prêts personnels < 181 920 F CFP.....	18,50%	17,03%	17,17%	17,91%	18,28%	1,11 pt	0,37 pt
Découverts.....	10,91%	10,30%	10,51%	10,28%	11,20%	0,69 pt	0,92 pt
Prêts personnels > 181 920 F CFP.....	7,75%	7,38%	6,99%	6,44%	6,15%	-0,84 pt	-0,29 pt
<b>TMPG.....</b>	<b>7,08%</b>	<b>6,40%</b>	<b>6,21%</b>	<b>5,85%</b>	<b>5,74%</b>	<b>-0,47 pt</b>	<b>-0,11 pt</b>
Déclarations (en nb).....	3 891	4 415	4 316	5 295	4 159	- 3,6%	- 21,5%

### LE COÛT DU CRÉDIT AUX ENTREPRISES

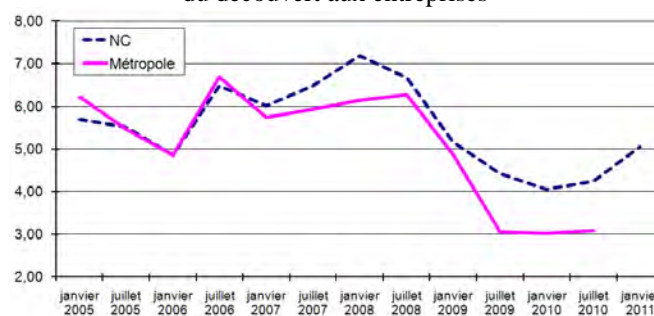
#### Evolution du coût du crédit net aux entreprises

Taux moyen pondéré	Enquête de janvier/février 2009	Enquête de juillet/août 2009	Enquête de janvier/février 2010	Enquête de juillet/août 2010	Enquête de janvier/février 2011	Variations en points	
						sur 12 mois	sur 6 mois
Escompte.....	7,42%	5,57%	5,52%	5,66%	5,03%	-0,49 pt	-0,63 pt
Découvert.....	5,17%	4,42%	4,06%	4,24%	5,05%	0,99 pt	0,81 pt
Autres court terme.....	4,91%	4,72%	4,61%	4,80%	3,84%	-0,77 pt	-0,96 pt
<b>Ensemble court terme.....</b>	<b>5,92%</b>	<b>4,94%</b>	<b>4,77%</b>	<b>4,94%</b>	<b>4,89%</b>	<b>0,12 pt</b>	<b>-0,05 pt</b>
<b>Moyen et long terme.....</b>	<b>5,41%</b>	<b>4,65%</b>	<b>4,39%</b>	<b>4,32%</b>	<b>4,58%</b>	<b>0,19 pt</b>	<b>0,26 pt</b>
<b>TMPG.....</b>	<b>5,72%</b>	<b>4,83%</b>	<b>4,62%</b>	<b>4,70%</b>	<b>4,77%</b>	<b>0,15 pt</b>	<b>0,07 pt</b>
Déclarations (en nb).....	1 789	2 216	1 743	2 077	1 490	- 14,5%	-100,0%

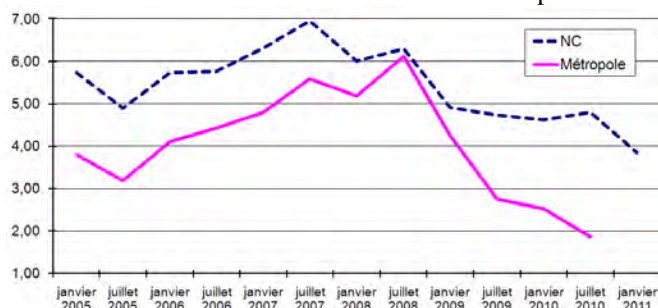
Evolution du coût moyen pondéré de l'escompte aux entreprises



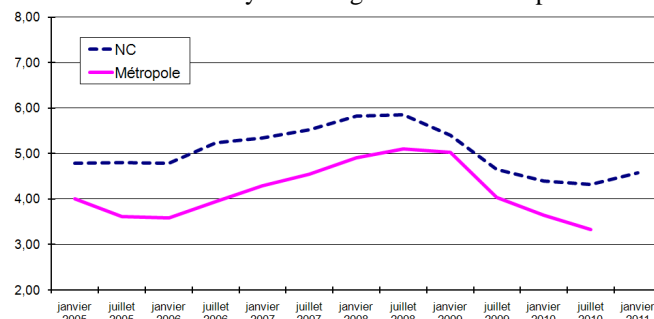
Evolution du coût moyen pondéré du découvert aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des autres crédits à court terme aux entreprises



Evolution du coût moyen pondéré des crédits à moyen et long terme aux entreprises



**Nota :** Pour chaque catégorie de crédit, les taux retenus pour la Métropole sont ceux de la tranche des crédits correspondant au montant moyen observé sur la place lors de l'enquête. Les résultats de janvier/février 2011 ne sont pas disponibles à la date de publication



## Annexe : méthodologie

### 1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale.

Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

### 2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors du territoire.

Les **placements liquides ou à court terme** regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'**épargne à long terme** est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les **ménages** regroupent les particuliers et, les entrepreneurs individuels.

Les **sociétés** correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

### 3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux. Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans le territoire sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des **entrepreneurs individuels** (EI) sont répartis dans les catégories « entreprises » et « ménages » selon la nature de crédits et le comportement économique qui leur est attaché. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI", notamment les crédits d'investissement, sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières" - SNF).

## Conjoncture financière et bancaire

Pour les **entreprises** (SNF et EI), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs (SNF seules) et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les **ménages**, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les **autres agents** regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

### 4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2 500 K XPF de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Jusqu'au 3 mai 2010

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52 sauf 502Z
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport et communications	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers (essentiellement des administrations publiques)	75 et 99

A partir du 3 mai 2010, la bascule complète des entreprises n'ayant toutefois été finalisée que le 1<sup>er</sup> septembre 2010

Secteurs	Codes NAF rév. 2 (ou "NAF 2008") Code division de la nomenclature INSEE
Agriculture, Élevage, Pêche	01 à 3
Industrie	05 à 39
BTP	41 à 43
Commerce	45 à 47 sauf 452
Hôtellerie	55
Transport et communications	49 à 53
Services	56 à 96 et 452
Divers (essentiellement des administrations publiques)	84 et 99

Directeur de la publication : Nicolas de SEZE  
Responsable de la rédaction : T. BELTRAND  
Editeur et imprimeur : IEOM  
Achévé d'imprimer le 14 avril 2011  
Dépôt légal : avril 2011 - n° ISSN 0296-3108

**INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER**  
AGENCE DE NOUVELLE-CALEDONIE  
19, Rue de la République - BP 1758 - 98845 Nouméa Cedex  
Téléphone : (687)275822 - Télécopie : (687)276553  
E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Site Internet : [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)



## *Coordonnées du siège*



### **IEOM**

164, rue de Rivoli  
75001 PARIS  
Tél : (33) 1 53 44 41 41  
Fax : (33) 1 43 47 51 34  
E-mail : [contact@ieom.fr](mailto:contact@ieom.fr)



## *Coordonnées des agences*



### **Agence de la Nouvelle-Calédonie**

19, rue de la République  
BP 1758  
98845 Nouméa Cedex

E-mail : [agence@ieom.nc](mailto:agence@ieom.nc)  
Tél. : (687) 27.58.22  
Fax : (687) 27.65.53



### **Agence de la Polynésie française**

21, rue du Docteur Cassiau  
BP 583  
98713 Papeete RP

E-mail : [direction@ieom.pf](mailto:direction@ieom.pf)  
Tél. : (689) 50.65.00  
Fax : (689) 50.65.03



### **Agence de Wallis-et-Futuna**

BP G-5 - Mata'Utu  
98600 Uvea  
Wallis-et-Futuna

E-mail : [agence@ieom.wf](mailto:agence@ieom.wf)  
Tél. : (681) 72.25.05  
Fax : (681) 72.20.03